



**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
DU BURKINA FASO**

***RAPPORT SUR LA PERCEPTION DU CLIMAT DES AFFAIRES  
AU BURKINA FASO***

***2<sup>nd</sup> semestre 2018***

Direction des Etudes et de la Stratégie  
(DES)

**Février 2019**

## Table des matières

Liste des graphiques .....	iii
Liste des tableaux .....	iv
SIGLES ET ABREVIATIONS .....	v
INTRODUCTION.....	1
I. APERCU DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ET NATIONALE .....	2
I.1 Conjoncture internationale .....	2
I.2 Contexte sous régional et national.....	3
II. METHODOLOGIE ET PROFIL DES ENTREPRISES ENQUETEES .....	5
II.1 Méthodologie.....	5
II.2 Profil des entreprises enquêtées.....	6
II.2.1. Selon le secteur d'activité.....	6
II.2.2. Selon l'effectif employé, le chiffre d'affaires et l'ancienneté .....	6
II.2.3. Selon le statut juridique .....	7
III. PERCEPTION DE LA CONJONCTURE SOCIO-ECONOMIQUE ET DU CLIMAT DES AFFAIRES .....	8
III.1 Perception de la conjoncture économique et sociale .....	8
III.2 Climat des affaires.....	10
IV. EVOLUTION SECTORIELLE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET PERSPECTIVES AU PREMIER SEMESTRE 2019 .....	12
IV.1 Le secteur du commerce.....	12
IV.1.1 Evolutions de quelques variables conjoncturelles.....	12
IV.1.2 L'investissement.....	14
IV.1.3 Les exportations .....	15
IV.2 Le secteur de l'industrie .....	17
IV.2.1 Evolution de quelques variables conjoncturelles .....	17
IV.2.2 L'investissement.....	20
IV.2.3 Les exportations .....	21
IV.3 Le secteur des services .....	22
IV.3.1 Evolutions de quelques variables conjoncturelles.....	22
IV.3.2 L'investissement.....	26
IV.3.3 Les exportations .....	27
V. ENVIRONNEMENT GENERAL DES AFFAIRES ET COMPETITIVITE DES ENTREPRISES	29
V.1 Les marchés publics .....	29
V.2. Qualité des services publics.....	30
V.3 Environnement judiciaire et législation du travail.....	31
V.4 Appréciation de l'accessibilité, du coût et de la distribution des facteurs de production.....	33

---

V.5 Financement de l'entreprise.....	35
V.5.1. Accès au financement.....	35
V.5.2 Appréciation du taux d'intérêt débiteur des banques par les entreprises.....	36
V.6 L'environnement des affaires au Burkina Faso.....	37
V.6.1 L'entrepreneuriat.....	37
V.6.2. Principales contraintes de développement des entreprises.....	38
V.6.3 Le Classement Doing Business (DB/2019).....	39
VI. MESURES ET RECOMMANDATIONS.....	40
VI. 1 Mesures d'urgences à l'endroit du gouvernement.....	40
VI.2 Recommandations à l'endroit de la CCI-BF.....	41
VI.3 Recommandations de manière générale.....	41
CONCLUSION.....	43

## Liste des graphiques

Figure 1 : Répartition de l'échantillon par tranche d'année d'exercice.....	7
Figure 2 : Répartition des entreprises enquêtées suivant leur statut juridique et leur secteur d'activité.....	8
Figure 3 : Perception de la conjoncture économique et sociale .....	9
Figure 4 : Facteurs déterminants pour l'amélioration de la conjoncture économique.....	10
Figure 5 : Appréciation du climat des affaires.....	10
Figure 6 : Climat des affaires par secteur d'activités .....	11
Figure 7 : Perspectives de la situation économique selon le secteur d'activité .....	11
Figure 8 : Evolution de l'activité économique au second semestre 2018/ Analyse de soldes d'opinions.....	12
Figure 9 : Prévision de l'évolution de l'activité économique au premier semestre 2019 .....	13
Figure 10 : Facteurs déterminants dans la hausse /baisse du chiffre d'affaires.....	14
Figure 11 : Financement des investissements .....	14
Figure 12 : Entraves à l'investissement.....	15
Figure 13 : Evolution des exportations au deuxième semestre 2018 et prévisions pour le semestre suivant	16
Figure 14 : Principales difficultés à l'exportation dans le commerce .....	16
Figure 15 : Types d'information indispensables à l'exportation.....	17
Figure 16: Evolution de l'activité économique au second semestre 2018.....	18
Figure 17: Perspectives pour le premier semestre 2019 dans l'industrie .....	19
Figure 18 : Evolution future de l'activité économique au premier semestre 2019 .....	19
Figure 19 : Facteurs déterminants dans la hausse/baisse du chiffre d'affaires .....	20
Figure 20 : Evolution des investissements .....	20
Figure 21: freins aux investissements.....	21
Figure 22: Evolution des exportations .....	22
Figure 23 : Besoin en information sur les investissements .....	22
Figure 24 : Evolution de l'activité économique (services non financiers) au second semestre 2018.....	23
Figure 25 : Evolution de l'activité économique (services financiers) au premier semestre .....	24
Figure 26 : Facteurs déterminants à la hausse du chiffre d'affaires.....	24
Figure 27 : Facteurs responsables de baisse du chiffre d'affaires.....	25
Figure 28: Evolution de l'activité économique des services (non financiers) au premier semestre 2019.....	25
Figure 29 : Evolution de l'activité économique des services (financiers) au premier semestre 2019.....	26
Figure 30: Entraves à l'investissement dans le secteur des services.....	27
Figure 31 : Evolution des exportations de services non financiers .....	27
Figure 32 : Principales contraintes .....	28
Figure 33 : freins à l'exportation.....	28
Figure 34 : Répartition des entreprises ayant déjà pris part à un appel d'offre .....	29
Figure 35 : Accessibilité aux marchés publics .....	30
Figure 36 : Appréciation de la qualité des services publics.....	30
Figure 37 : Principales causes d'insatisfaction des services publics.....	31
Figure 38 : Répartition par catégorie des entreprises ayant connu des contentieux judiciaires .....	32
Figure 39 : Répartition des natures des contentieux par catégories d'entreprises .....	32

<i>Figure 40 : Réparation des déclarations à la CNSS par catégories d'entreprises .....</i>	33
<i>Figure 41 : Appréciation des coûts des facteurs de production .....</i>	33
<i>Figure 42 : Appréciation des coûts de transport.....</i>	34
<i>Figure 43 : Appréciation de la qualité des facteurs de production.....</i>	34
<i>Figure 44: Financement des activités des entreprises.....</i>	35
<i>Figure 45 : financement des activités par secteur.....</i>	36
<i>Figure 46: Appréciation des entreprises du taux débiteur des banques .....</i>	36
<i>Figure 47 : Principaux types d'information identifiés par les entreprises.....</i>	37
<i>Figure 48 : Facteurs déterminants pour les plus jeunes entreprises .....</i>	38
<i>Figure 49 : Principales contraintes des entreprises au second semestre de 2018 .....</i>	39
<i>Figure 50: L'indicateur Doing Business de facilité de faire les affaires.....</i>	40
<i>Figure 51: Mesures urgentes à prendre par le gouvernement pour faciliter les activités durant le 1er semestre de 2019.....</i>	40
<i>Figure 52: Recommandations à l'endroit de la CCI-BF pour mieux accompagner le secteur privé et les PME au cours du 1er semestre 2019 .....</i>	41
<i>Figure 53: Recommandations générales visant à améliorer globalement le climat des affaires au Burkina Faso.....</i>	42

## Liste des tableaux

<i>Tableau 1 : Structure de l'échantillon et taux de réponse.....</i>	5
<i>Tableau 2 : Répartition des entreprises sur la base de sondage par ville.....</i>	5
<i>Tableau 3 : Ajustement de l'échantillon par ville.....</i>	5
<i>Tableau 4 : Répartition de l'échantillon suivant la division fiscale (chiffre d'affaires).....</i>	6
<i>Tableau 5 : Répartition des entreprises suivant le chiffre d'affaires et le nombre de salariés permanents....</i>	6

**SIGLES ET ABREVIATIONS**

ASS	:	Afrique subsaharienne
BAD	:	Banque africaine de développement
BTP	:	Bâtiments et travaux publics
CCI-BF	:	Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso
CEDEAO	:	Communauté des états de l'Afrique de l'ouest
CNSS	:	Caisse nationale de sécurité sociale
COFACE	:	Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur
DB	:	Doing business
Fichier NERE	:	Fichier nationale des entreprises et regroupements d'entreprises
FMI	:	Fond monétaire international
KWH	:	Kilo watt heure
PCAF	:	Perception du climat des affaires
PIB	:	Produit intérieur brut
PME	:	Petites et moyennes entreprises
PNDES	:	Plan national de développement économique et social
SA	:	Société anonyme
SARL	:	Société à responsabilité limité
UEMOA	:	Union économique et monétaire ouest africaine

## INTRODUCTION

L'environnement socioéconomique en général et le climat des affaires en particulier conditionnent dans une large mesure les performances des entreprises et partant le développement du secteur privé. De ce fait, il devient impératif de disposer des informations économiques pertinentes sur l'environnement des affaires pouvant permettre, non seulement aux entreprises mais aussi aux structures d'appui au secteur privé, de prendre des mesures correctives ou de peaufiner des stratégies de développement et de pérennisation de l'activité économique. C'est dans ce sens que, conformément à sa mission de production d'information économique, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF) accorde une importance croissante à l'étude de l'évolution du climat des affaires à court terme et ce, depuis le lancement de la première enquête semestrielle de conjoncture en 2009. La note de perception du climat des affaires du second semestre 2018, qui fait l'objet du présent rapport, s'inscrit dans cette continuité.

L'objectif global du rapport est d'analyser, le climat des affaires au Burkina Faso au cours du deuxième semestre de 2018 et les perspectives pour le premier semestre de 2019. De façon spécifique le rapport vise à :

- Présenter l'évolution de la conjoncture économique tant au plan international que national et les prévisions attendues au premier semestre de 2019 ;
- Analyser pour chaque secteur d'activité, l'évolution des variables conjoncturelles sur la base des opinions des chefs d'entreprises et recueillir leurs attentes et perspectives pour le premier semestre 2019 en termes d'investissement, d'exportation et de financement ;
- Évaluer l'évolution de l'environnement des affaires à travers les marchés publics, les facteurs de production et la qualité des services publics ;
- Présenter les principales contraintes actuelles du secteur privé et les attentes des opérateurs économiques en termes d'entrepreneuriat.

Le « Rapport sur la perception du climat des affaires au Burkina Faso » est un document de synthèse de l'enquête d'opinion réalisée auprès d'un échantillon représentatif d'environ 500 chefs d'entreprises. Il présente d'abord la situation générale de la conjoncture internationale, sous régionale et nationale, avant d'analyser les tendances ressenties par les opérateurs économiques en termes d'activités passées et de perspectives.

## I. APERCU DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ET NATIONALE

### I.1 Conjoncture internationale

La croissance mondiale en 2018 s'est essoufflée plus tôt que prévue selon le Fonds Monétaire International (FMI) passant à 3,7 % en 2018 contre 3,8 % en 2017. Les principales causes de ce ralentissement de la croissance économique mondiale sont le ralentissement de l'activité économique dans plusieurs pays tels que l'Allemagne, la France, le Royaume Uni, l'Italie, le Japon, l'Espagne, le Canada, etc. et le fléchissement du commerce, de l'activité manufacturière et de l'investissement de par le monde. Par ailleurs, le ralentissement persistant de la croissance des pays avancés (Allemagne, France, Espagne, Canada, etc.) et le ralentissement temporaire de la croissance des pays émergents et en développement (Turquie, Chine, Argentine, etc.), amorcés au second semestre de 2018, se répercuteront sur la croissance des trimestres à venir, si bien que la croissance mondiale est attendue à 3,5 % en 2019.

**Dans les pays avancés**, l'activité économique a continué de perdre de sa vigueur depuis le premier semestre de 2018, entraînant de ce fait une baisse de la croissance estimée à 2,3 % en 2018 (contre 2,4 % en 2017) et une croissance prévue de 2 % en 2019. Cette tendance baissière tient notamment au durcissement des conditions financières depuis l'automne et au ralentissement dans la zone euro.

**En zone euro**, la croissance est estimée à 1,8 % en 2018 contre 2,4 % en 2017 et les perspectives semblent peu reluisantes avec une croissance prévue de 1,6 % en 2019. Cela tient principalement aux difficultés que connaissent certaines grandes économies de la zone comme l'Allemagne du fait de la diminution de la consommation privée, de la faiblesse de la production industrielle induite par l'introduction de nouvelles normes antipollution pour l'industrie automobile et la réduction de la demande extérieure, la France du fait des mouvements sociaux, des tensions commerciales du ralentissement de la croissance mondiale et l'Italie du fait de la persistance de la faiblesse de la demande intérieure, de la hausse des coûts des emprunts et des rendements élevés des titres souverains.

**Les Etats-Unis** demeure le principal pays avancé dont la croissance est restée robuste en 2018 (2,9 % contre 2,2 % en 2017), en raison notamment des effets de la relance budgétaire couplée à une demande finale privée robuste ayant plus que compensé les effets négatifs des tensions commerciales avec la Chine. En revanche, au regard de l'effet des baisses d'impôts qui s'amenuise, des répercussions de la guerre commerciale ainsi que de la fermeture partielle de

l'administration fédérale, les prévisions tablent sur un ralentissement de la croissance américaine à 2,5 % en 2019.

**Dans les pays émergents et en développement**, la croissance économique est ressortie légèrement en baisse en 2018, s'établissant à 4,6 % contre 4,7 % en 2017. La croissance des pays émergents devrait continuer de baisser pour s'établir à 2,5 % en 2019 en raison des contractions (croissance économique négative) attendues en Argentine, au Venezuela et en Turquie de même que de l'impact des mesures commerciales sur la Chine et les autres pays asiatiques.

**En Chine**, au regard de l'escalade des tensions commerciales et du durcissement de la réglementation financière visant à freiner l'activité bancaire parallèle, la croissance enregistre un ralentissement plus prononcé que prévu, passant de 6,9 % en 2017 à 6,6 % en 2018 et pourrait s'établir à 6,3 % en 2019.

## I.2 Conjoncture sous régionale et nationale

**En Afrique subsaharienne (ASS)**, la croissance est ressortie à 2,9 % en 2018, se situant au même niveau qu'en 2017. En dépit des répercussions de la baisse des cours du pétrole sur les perspectives de croissance de l'Angola et du Nigéria, la croissance économique de cette zone devrait s'inscrire en hausse en 2019 pour une estimation attendue de 3,5 %, portée par l'accélération de la croissance dans plus d'un tiers des pays qui devraient avoir une croissance de plus de 5 %. L'**Afrique de l'Ouest** enregistre une accélération de sa croissance qui s'établit à 3,3 % en 2018 contre 2,7 % en 2017 en raison notamment de la reprise au Nigéria et dans d'autres grandes économies de la région comme la Côte d'Ivoire et le Ghana<sup>1</sup>. Au niveau de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, l'activité économique s'établirait à 6,6 % en 2018 comme en 2017 dans un contexte marqué par une stabilité des prix en liaison avec la baisse des prix du pétrole, une dégradation du solde budgétaire et une baisse de la production industrielle dans tous les pays sauf au Togo durant le 3<sup>ème</sup> trimestre<sup>2</sup>.

Au plan national, au regard de l'environnement marqué par des tensions sociales et la détérioration du climat sécuritaire, la croissance du PIB réel se stabiliserait à 6,0 % en 2018 (contre 6,3 % en 2017), portée essentiellement par l'industrie agroalimentaire, l'industrie

<sup>1</sup> Banque Africaine de Développement, Perspectives Economiques en Afrique 2019.

<sup>2</sup> Note de conjoncture économique régionale dans l'UEMOA du 3<sup>ème</sup> trimestre 2018.

extractive et l'égrenage du coton. Selon les analyses établies par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (COFACE) (2019), la poursuite des investissements publics dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) devrait impulser la croissance en 2019. Aussi, quoique le secteur aurifère pâtisse des conditions sécuritaires fragiles (enlèvements de personnes dans les mines) ainsi que des éventuelles fluctuations du cours de l'or en 2019, la production connaîtra une hausse en 2019 en raison notamment de l'entrée en production de la mine de BOUNGOU en septembre 2018. De même le secteur cotonnier connaîtra une accélération de sa production d'environ un tiers après que le pays ait perdu son statut de premier producteur africain en 2018 à cause de l'abandon de la culture du coton BT en faveur du coton naturel et dans une moindre mesure des conditions météorologiques difficiles. Par ailleurs, le rétablissement des relations diplomatiques avec la Chine Populaire augure de bons auspices à travers notamment l'accélération des échanges commerciaux et des investissements prévus dans des secteurs tels que l'énergie et la santé.

Toutefois, en sus du référendum constitutionnel prévu en mars, l'année 2019 s'annonce déjà dans un contexte sécuritaire fragile et une situation sociale tendue, constituant ainsi les principaux défis auxquels les autorités devront faire face pour une stabilité sociopolitique et sécuritaire du pays, gage de meilleures perspectives de croissance économique.

### **Références bibliographiques**

1. **Banque Africaine de Développement (2019) : *Perspectives Economiques en Afrique 2019*. Janvier 2019.**
2. **BNP-Paribas : *Eco Perspectives*. 1<sup>er</sup> Trimestre 2019. 24 Janvier 2019 (<https://economic-research.bnpparibas.com>)**
3. **Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (2019) : *Etudes économiques et risque pays*. Dernière mise à jour Février 2019 (<https://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Burkina-Faso>)**
4. **Fonds Monétaire International (2019) : *Perspectives de l'Economie Mondiale*. Mise à jour de janvier 2019.**
5. **Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (2018) : *Note de conjoncture économique régionale dans l'UEMOA du 3<sup>ème</sup> trimestre 2018*. Commission de l'UEMOA, Décembre 2018.**

## II. METHODOLOGIE ET PROFIL DES ENTREPRISES ENQUETEES

Cette partie présente les principaux résultats de l'enquête nationale d'opinion réalisée auprès des entreprises. L'enquête s'est déroulée du 07 au 21 Janvier 2019 et a concerné les entreprises du Commerce, de l'Industrie, des Banques et Etablissements financiers et des Autres Services, installées dans les villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso.

### II.1 Méthodologie

La méthodologie de sondage utilisée est celle des quotas. La sélection de l'échantillon a été faite en respectant la structure du Fichier NERE (Fichier National des Entreprises et Regroupements d'Entreprises du Burkina) en termes de catégories, de chiffres d'affaires, de nombre de salariés, et de localisation géographique.

*Tableau 1 : Structure de l'échantillon et taux de réponse*

Catégorie	Echantillon de base	Réalisations	Taux de réponses
Commerce	280	234	84%
Industrie	55	55	100%
Services	165	124	75%
Total	500	413	83%

Suivant la localisation géographique, la répartition des entreprises de notre base de sondage est représentée dans le tableau ci-dessous.

*Tableau 2 : Répartition des entreprises sur la base de sondage par ville*

Ville	Pourcentage
Ouagadougou	70%
Bobo-Dioulasso	12%
Autres	18%
Total	100%

Ainsi, les poids des deux (2) villes recalculées pour l'échantillon final en approximant leur pourcentage initial à 100% permet de donner les résultats consignés dans le tableau ci-dessous.

*Tableau 3 : Ajustement de l'échantillon par ville*

Ville	Proportion	Effectif
Ouagadougou	85%	425
Bobo	15%	75

Suivant le critère de chiffre d'affaires, il a été nécessaire de pondérer les proportions en tenant compte de la contribution fiscale d'une part, de la contribution de chaque secteur à l'économie et du nombre effectif d'entreprises dans chaque division fiscale (petites, moyennes et grandes). Ainsi l'utilisation des coefficients de redressement permet de donner la répartition suivante :

*Tableau 4 : Répartition de l'échantillon suivant la division fiscale (chiffre d'affaires)*

Taille	Proportion après pondération	Effectif
Grande Entreprise	35%	175
Moyenne Entreprise	56%	280
Contribution des Micro Entreprises	9%	45

## II.2 Profil des entreprises enquêtées

### II.2.1. Selon le secteur d'activité

L'enquête de perception du climat des affaires au second semestre 2018 a concerné les entreprises évoluant dans vingt-neuf (29) branches d'activités regroupées en trois secteurs que sont **le commerce** (commerce de produits alimentaires, commerce de matériaux de construction, commerce de céréales, etc.), **l'industrie** (industries agroalimentaires, industrie des BTP, industries minières, industries manufacturières...) et **les services** (agences de communication, services d'études techniques, les transports et le transit, les banques et assurances et les autres services). Le taux de réponse global de cette enquête est de 83% soit 413 entreprises répondantes sur un total de 500 enquêtées. Le taux de réponse par secteur d'activité est de : 100% dans l'Industrie, 84% dans le commerce et 75% dans les services.

### II.2.2. Selon l'effectif employé, le chiffre d'affaires et l'ancienneté

L'analyse de l'échantillon laisse voir que 6% des entreprises n'ont pas de personnel salarié. Celles dont l'effectif salarié dépasse 250 représentent 2% des entreprises enquêtées.

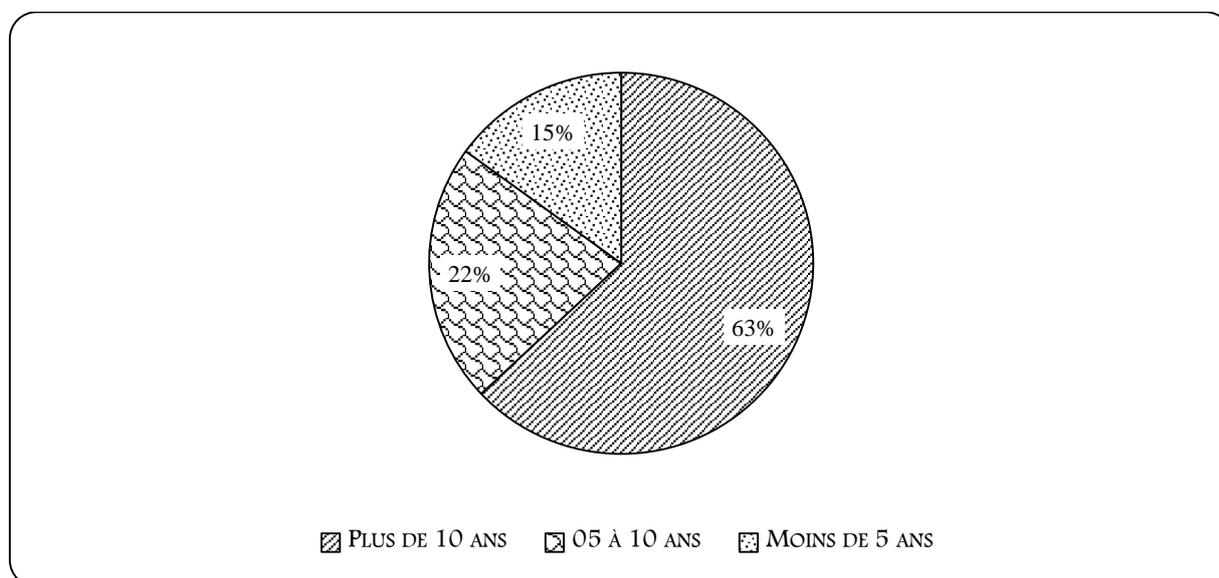
*Tableau 5 : Répartition des entreprises suivant le chiffre d'affaires et le nombre de salariés permanents*

Tranche Chiffre d'affaire	Aucun salarié	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 à 250 salariés	Plus de 250 salariés	Total
Moins de 50 millions	2%	6%	2%	0%	0%	10%
50 millions - 1 milliard	2%	33%	16%	2%	0%	53%
Plus de 1 milliard	2%	14%	13%	6%	2%	37%
<b>Total</b>	6%	53%	31%	8%	2%	

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019 Notre construction

Suivant l'ancienneté, 63% des entreprises ayant répondu aux questionnaires ont plus de 10 années d'activité. 22% ont une ancienneté dans l'activité comprise entre 5 et 10 ans et 15% ont moins de 5 années d'exercice.

*Figure 1 : Répartition de l'échantillon par tranche d'année d'exercice*

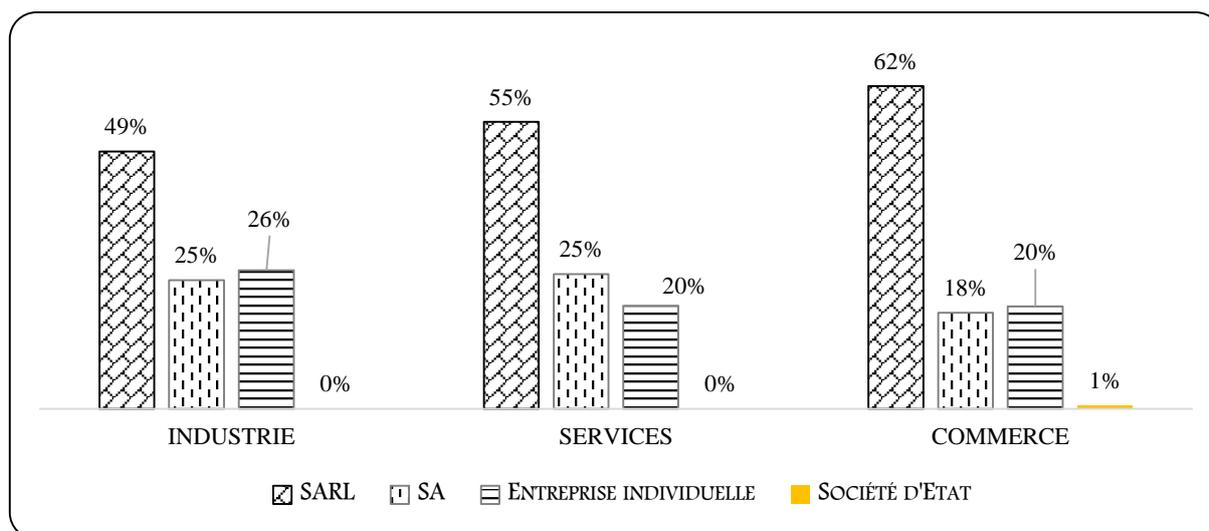


Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

### II.2.3. Selon le statut juridique

L'échantillon d'analyse montre que plus de la moitié des entreprises (59%) sont des sociétés à responsabilités limitées (SARL). L'autre partie est constituée d'entreprises individuelles (21%), de sociétés anonymes (SA) (19%) et de sociétés d'état (0,2%).

En ce qui concerne la répartition sectorielle de l'échantillon, on note qu'au niveau des industries 49% sont des SARL, 25% des Sociétés Anonymes et 26% de type individuel. La répartition dans le secteur des services suit la même structure, dominée pour les SARL (55%), SA (25%) et des entreprises individuelles (19%). Quant au secteur du commerce, on note la présence de sociétés d'Etat (1%) en plus des entreprises individuelles (20%), des SARL (62%) et des SA (18%).

*Figure 2 : Répartition des entreprises enquêtées suivant leur statut juridique et leur secteur d'activité*

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

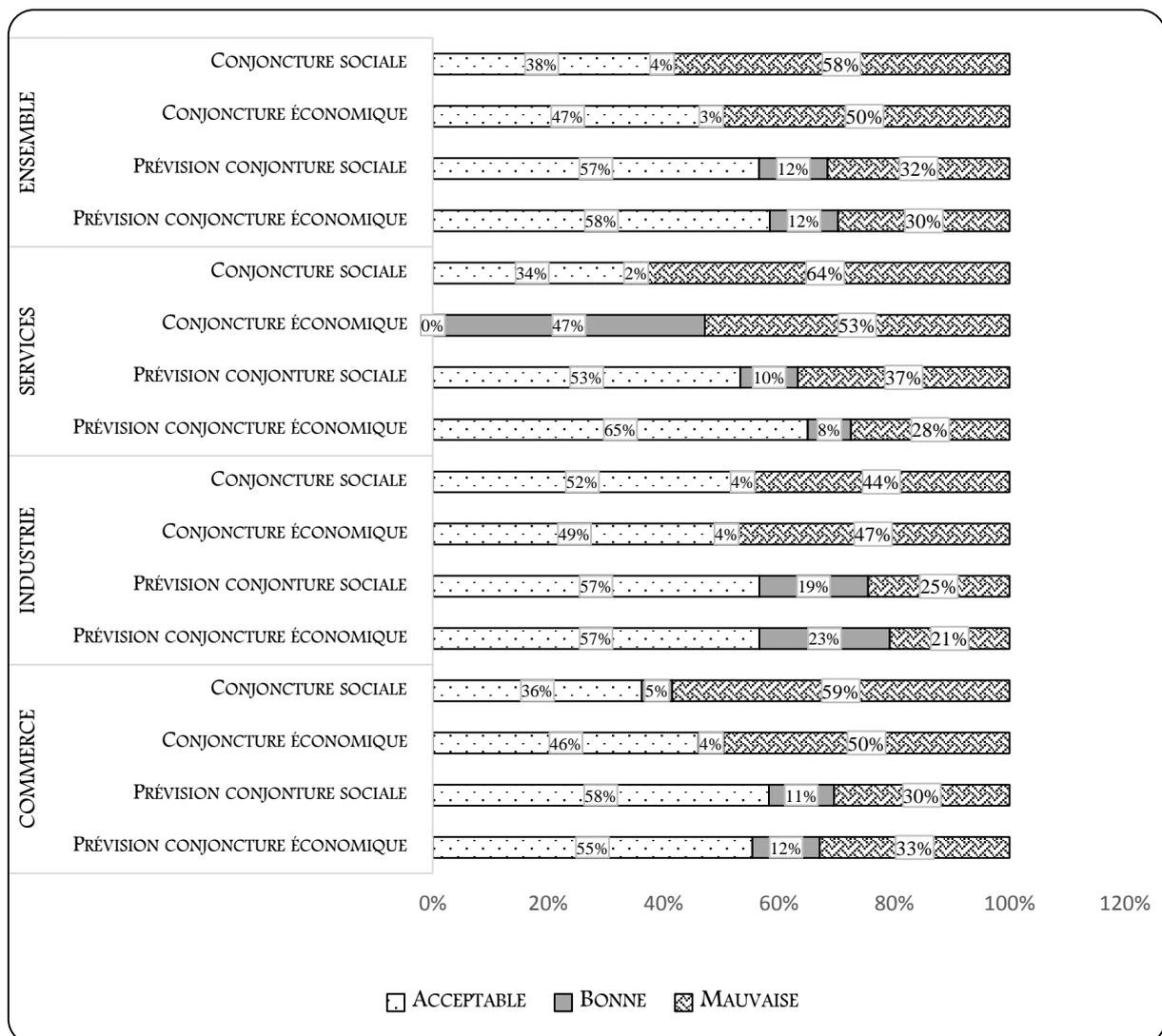
### III. PERCEPTION DE LA CONJONCTURE SOCIO-ECONOMIQUE ET DU CLIMAT DES AFFAIRES

#### III.1 Perception de la conjoncture économique et sociale

La conjoncture sociale au second semestre 2018 n'a pas été bonne pour plus de la moitié des chefs d'entreprises (58%). Cette situation a été plus ressentie au niveau des services (64%) et du commerce (59%) qu'au niveau de l'industrie (44%). Cependant la tendance générale s'inversera d'ici fin juin 2019 de l'avis de 57% des chefs d'entreprises. Cette appréciation globale ne cache pas de disparité au niveau sectoriel puisque plus de 50% des chefs d'entreprises dans chaque secteur estiment qu'elle sera bonne pour les six mois à venir.

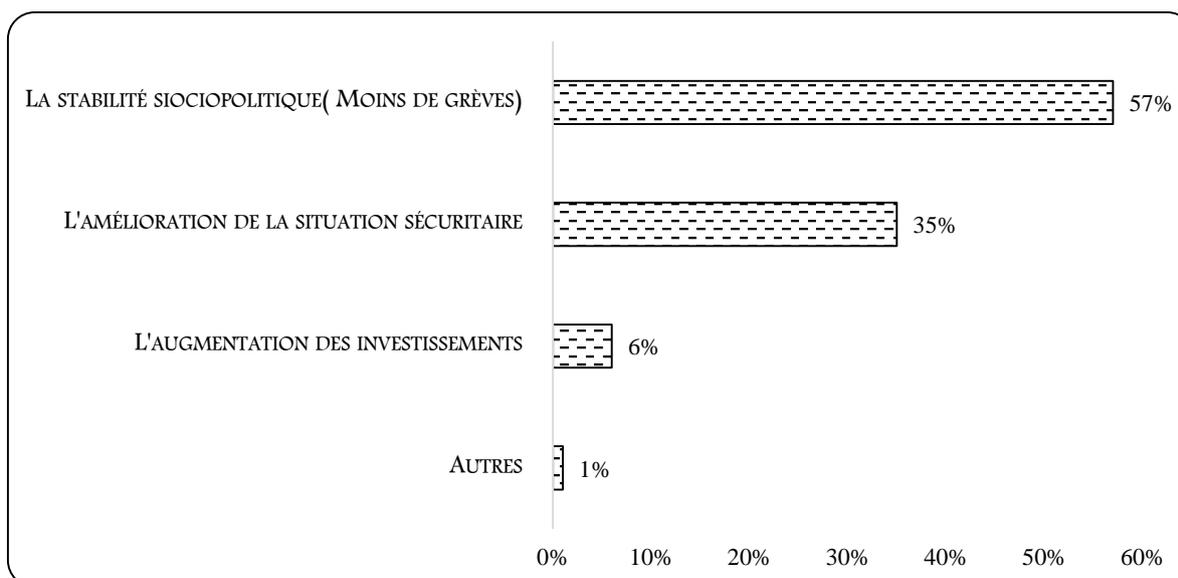
Quant à la conjoncture économique au second semestre 2018 ainsi que les perspectives en fin juin 2019, elle présente une appréciation analogue à celle de la conjoncture sociale.

Figure 3 : Perception de la conjoncture économique et sociale



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

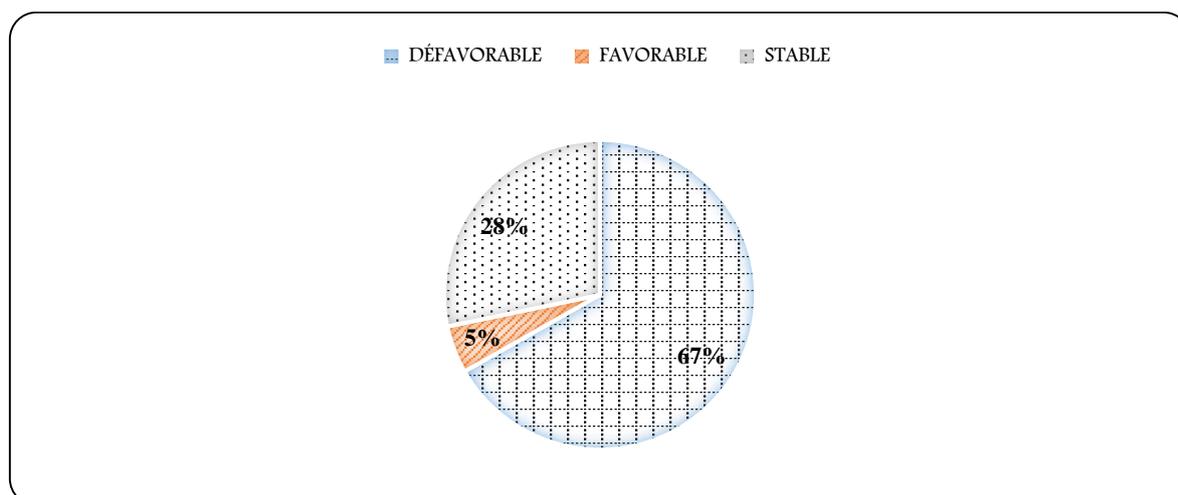
Cette amélioration de l'activité économique dans les six premiers mois de 2019 dépendra principalement de la stabilité sociopolitique (57% des avis), de la situation sécuritaire du pays (35%) et de l'augmentation des investissements (6%).

*Figure 4 : Facteurs déterminants pour l'amélioration de la conjoncture économique*

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

### III.2 Climat des affaires

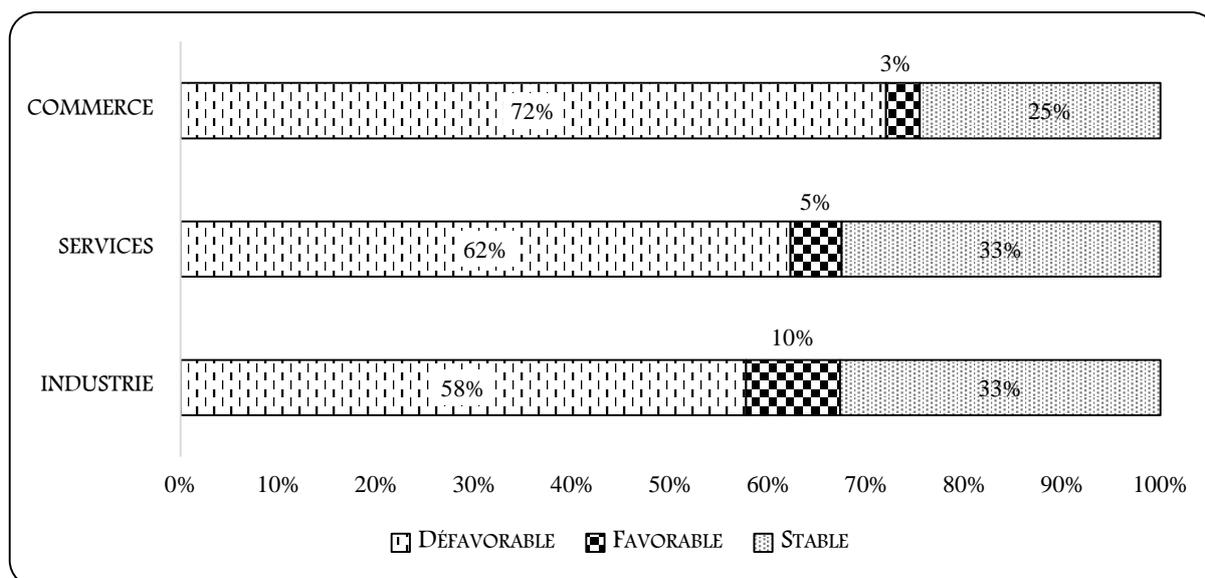
Pour 2/3 des chefs d'entreprises, le climat des affaires a été défavorable au second semestre de 2018 en raison du climat social dans l'administration publique, marqué par les grèves et la situation sécuritaire caractérisée par les attaques terroristes dans certaines parties du pays.

*Figure 5 : Appréciation du climat des affaires*

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

Au niveau sectoriel, ce climat des affaires défavorable caractérisé par une morosité de l'activité économique a été ressenti respectivement par 72% des entreprises de commerce, 62% des entreprises industrielles et 57% des entreprises de services.

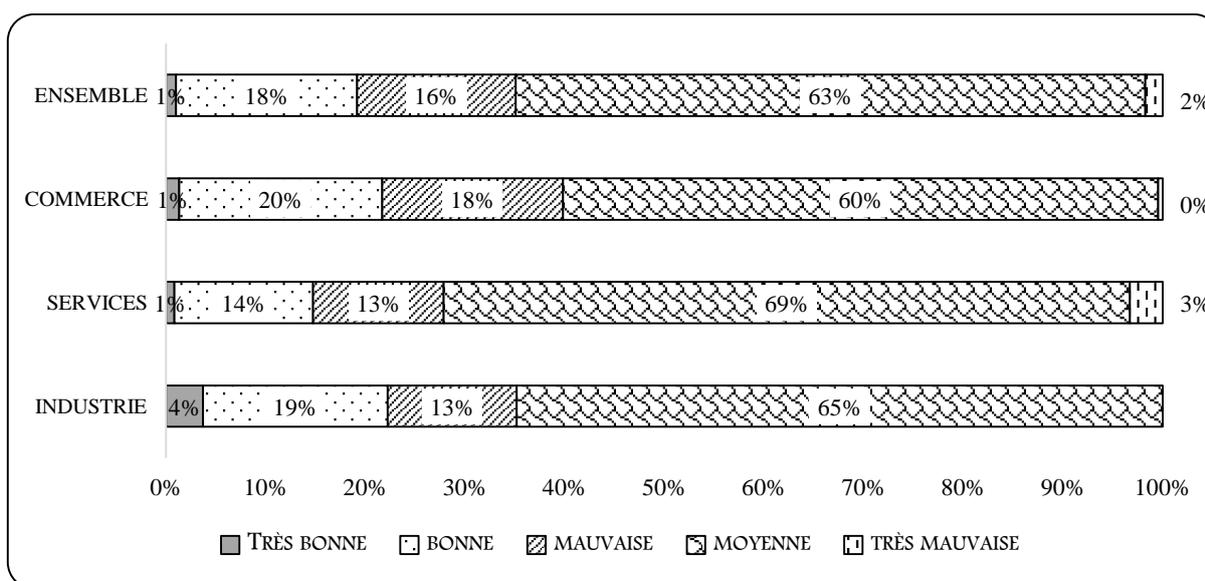
Figure 6 : Climat des affaires par secteur d'activités



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

Pour le semestre à venir, peu d'entrepreneurs (18%) estiment que les perspectives seront bonnes. Le niveau de confiance varie d'un secteur d'activité à un autre car dans le commerce, 21% des entrepreneurs soutiennent une bonne perspective contre 19% dans l'industrie et 14% dans les services.

Figure 7 : Perspectives de la situation économique selon le secteur d'activité



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

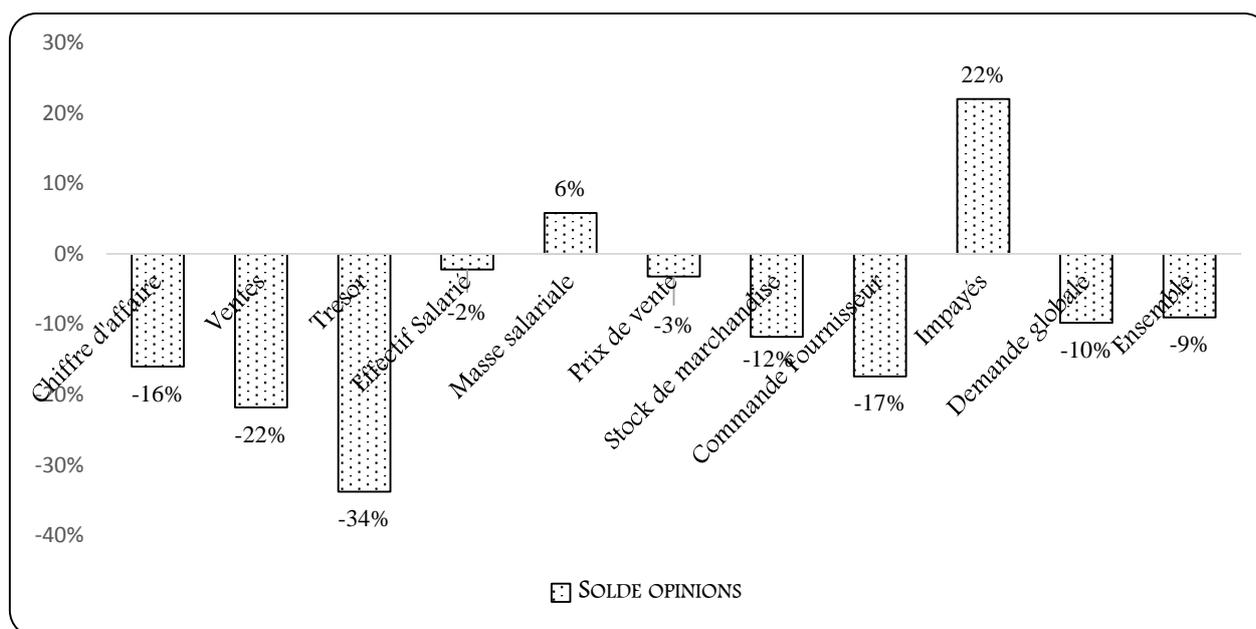
## IV. EVOLUTION SECTORIELLE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET PERSPECTIVES AU PREMIER SEMESTRE 2019

### IV.1 Le secteur du commerce

#### IV1.1 Evolutions de quelques variables conjoncturelles

L'analyse de l'évolution de l'activité économique dans le secteur du commerce est riche de plusieurs enseignements. Sur un ensemble de 10 indicateurs, le constat général laisse voir une baisse du niveau global des activités. Ce constat résulterait d'une baisse du chiffre d'affaires, du niveau des ventes, de la trésorerie et de la demande globale combinée à une augmentation du niveau des impayés des clients. Même si l'effectif salarié est resté quasiment stable, la masse salariale quant à elle a légèrement augmenté. Aussi, note-t-on une baisse de la commande auprès des fournisseurs en dépit de la baisse du stock des marchandises.

Figure 8 : Evolution de l'activité économique au second semestre 2018/ Analyse de soldes d'opinions

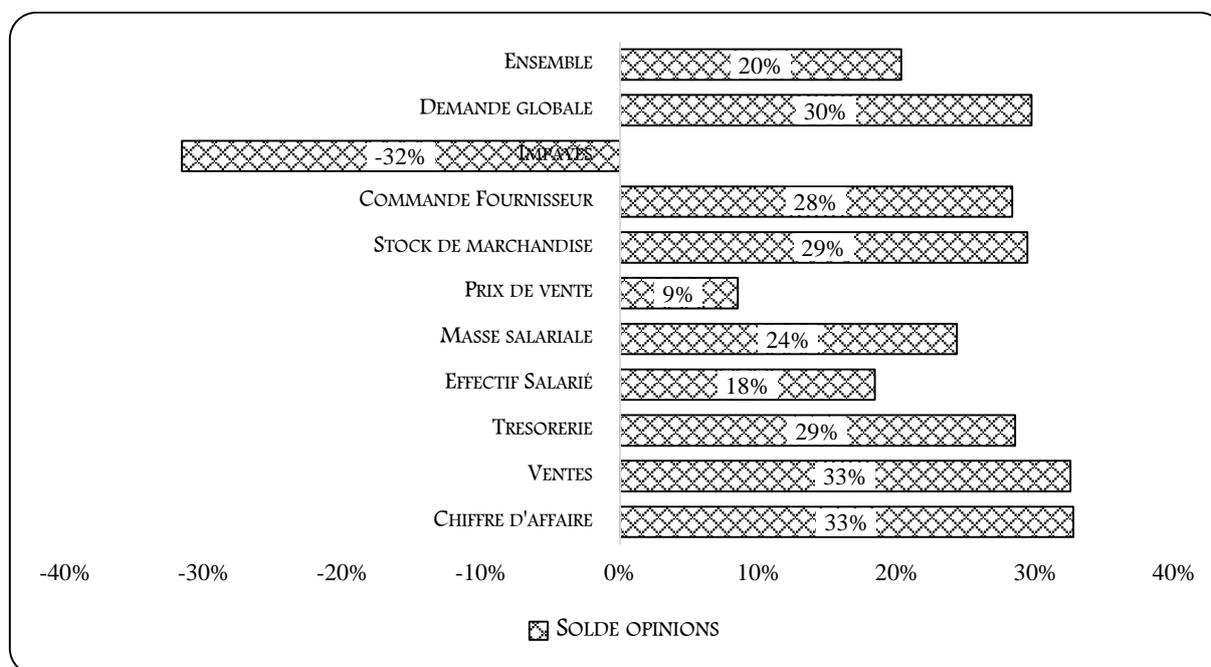


Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

La situation économique dans les six (06) mois à venir présente un regain d'optimisme des opérateurs économiques du secteur. En effet, le graphique ci-contre laisse voir une bonne appréciation du niveau d'évolution global des activités au semestre suivant comparativement au second semestre 2018. Selon les données de l'enquête, le solde d'opinions pour l'ensemble des chefs d'entreprises du secteur commerce (20%) est favorable à une reprise de l'activité économique au premier semestre 2019. Cette prévision des activités du secteur du commerce

est expliquée essentiellement par une éventuelle hausse attendue du chiffre d'affaires, des ventes, de la demande globale, du niveau de trésorerie, des stocks de marchandises etc., conjuguée à la baisse des impayés des clients.

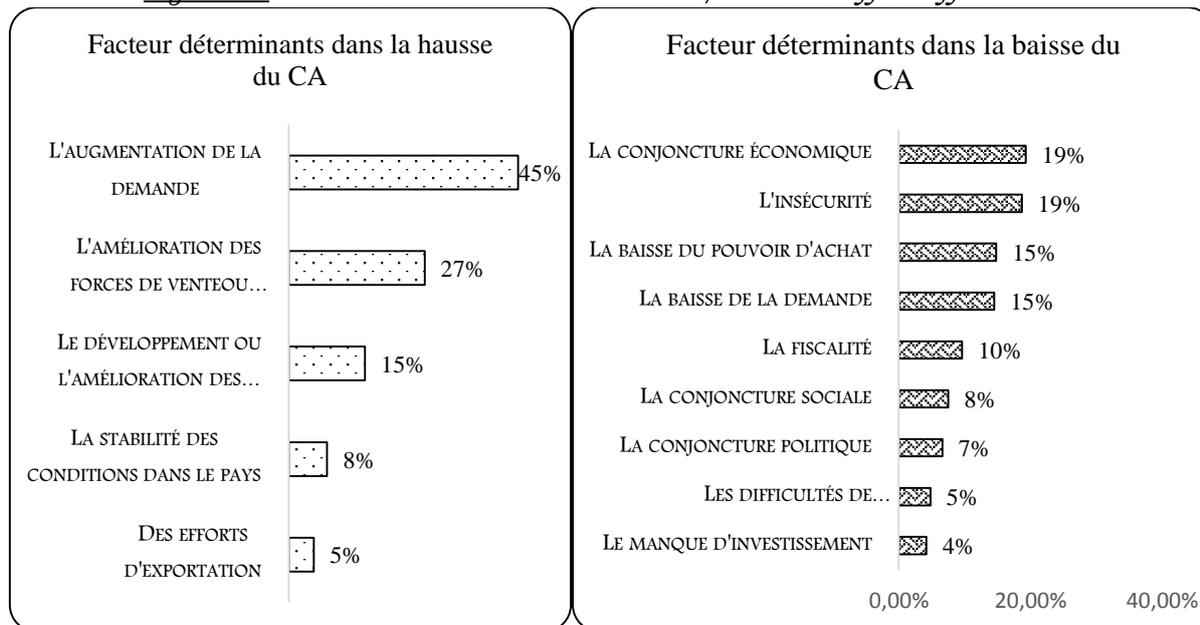
*Figure 9 : Prédiction de l'évolution de l'activité économique au premier semestre 2019*



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

Pour les opérateurs du secteur ayant connu une amélioration de leur chiffre d'affaires au second semestre de 2018, 45% attribuent cette hausse à l'augmentation de la demande, 27% à l'amélioration de la force de vente ou à la communication et 15% à l'amélioration de la qualité des produits. Les efforts à l'exportation ont été déterminants dans l'amélioration du chiffre d'affaires chez très peu d'acteurs du secteur (moins de 10%).

En ce qui concerne les acteurs ayant noté une baisse du chiffre d'affaires au premier semestre, il ressort, que le premier facteur responsable de la baisse a été la conjoncture économique défavorable de l'avis de 19% des acteurs. L'insécurité vient en seconde position (19%) suivie de la baisse du pouvoir d'achat (15%) et la baisse de la demande (15%). Les facteurs les moins perceptibles dans la dégradation constatée des activités économiques chez moins de 10% des chefs d'entreprises du commerce sont essentiellement la fiscalité et la conjoncture sociale et économique.

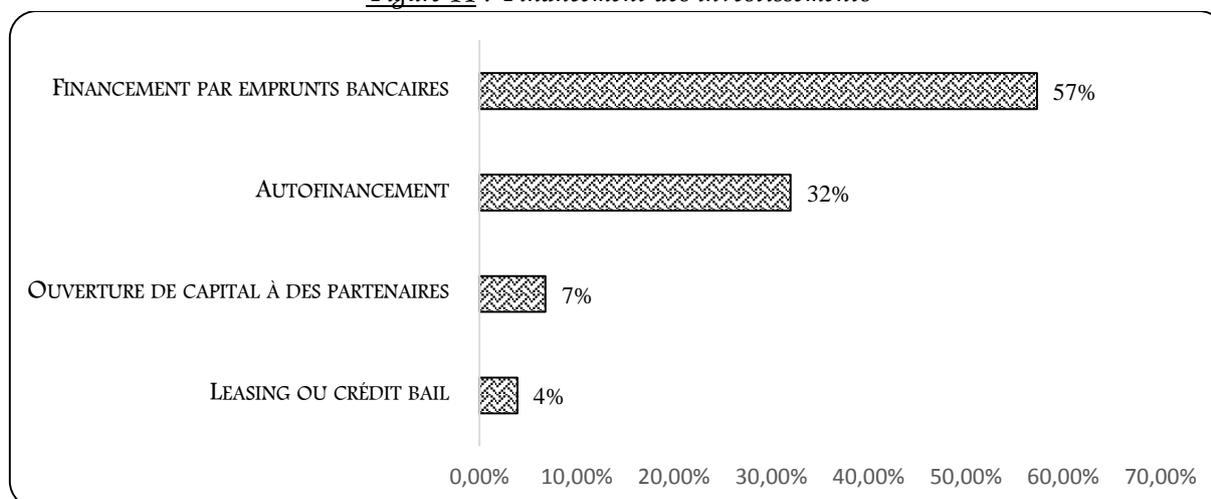
*Figure 10 : Facteurs déterminants dans la hausse /baisse du chiffre d'affaires*

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

#### IV.1.2 L'investissement

Les avis des chefs d'entreprises du commerce sont partagés quant à l'évolution de leurs investissements au cours du second semestre 2018. En effet pour 25% des opérateurs, les investissements ont augmenté alors que 49% estiment qu'ils ont stagnés.

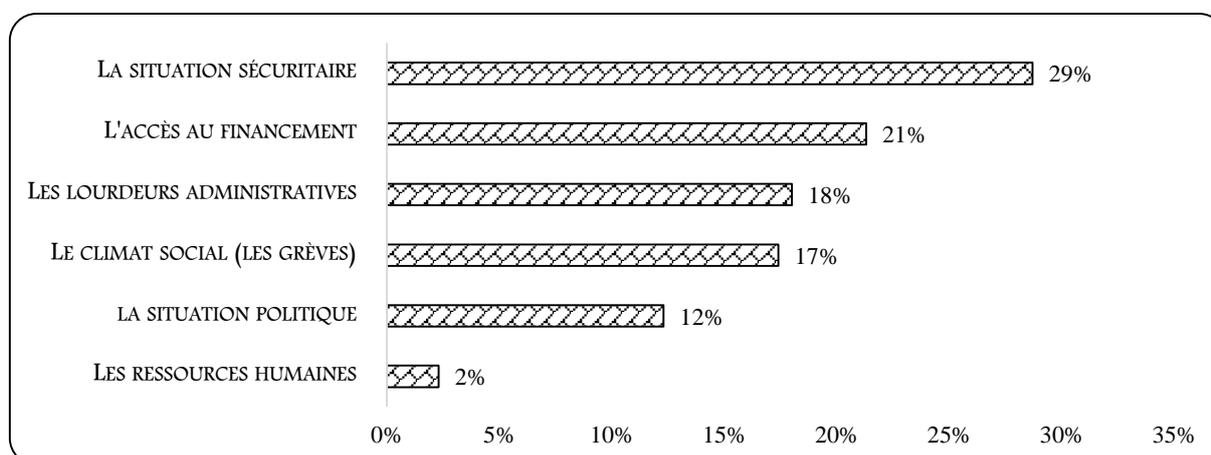
En revanche, 38% des commerçants prévoient accroître le niveau de leurs investissements dans les six prochains mois. Ces investissements se feront principalement par un emprunt bancaire pour 57% d'entre eux et par autofinancement pour 32%.

*Figure 11 : Financement des investissements*

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

Pour financer leurs investissements, les chefs d'entreprises de commerce rencontrent d'énormes difficultés. Celles-ci sont pour la plupart liées à la situation sécuritaire du pays pas très rassurante pour 29% des chefs d'entreprises, l'accès au financement (21%), les lourdeurs administratives (18%), le climat social (17%) et la situation politique (12%).

*Figure 12 : Entraves à l'investissement*



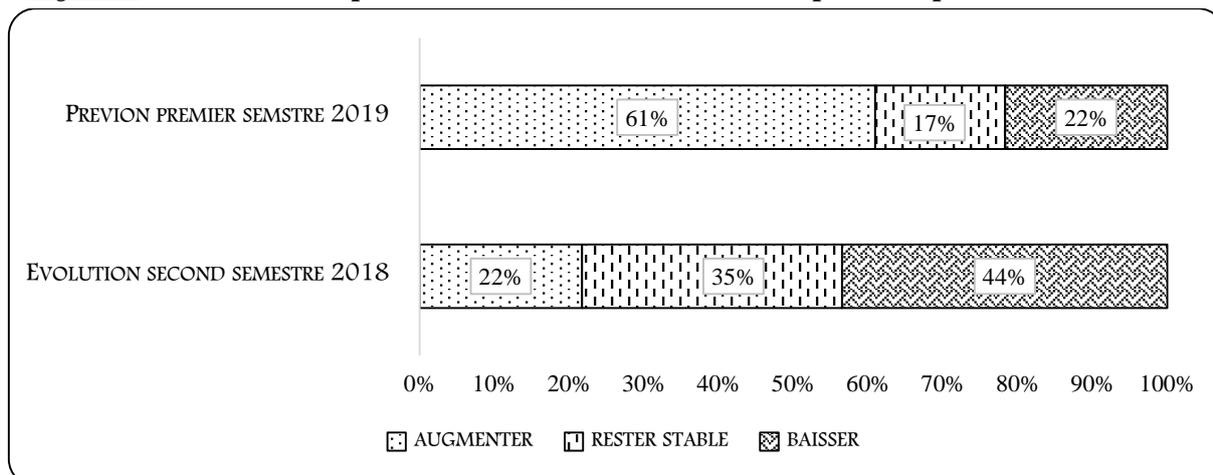
Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

### IV.1.3 Les exportations

Environ 11% des entreprises du commerce ont exporté des matières premières ou des marchandises transformées ou semi-transformées au cours du second semestre de 2018. Ce chiffre est en baisse de 3 points par rapport à celui observé au premier semestre 2018. Les produits exportés vont principalement à destination des pays de la CEDEAO (40% des acteurs exportateurs), de l'Europe (20%), de l'UEMOA (17%) et de l'Asie (10%).

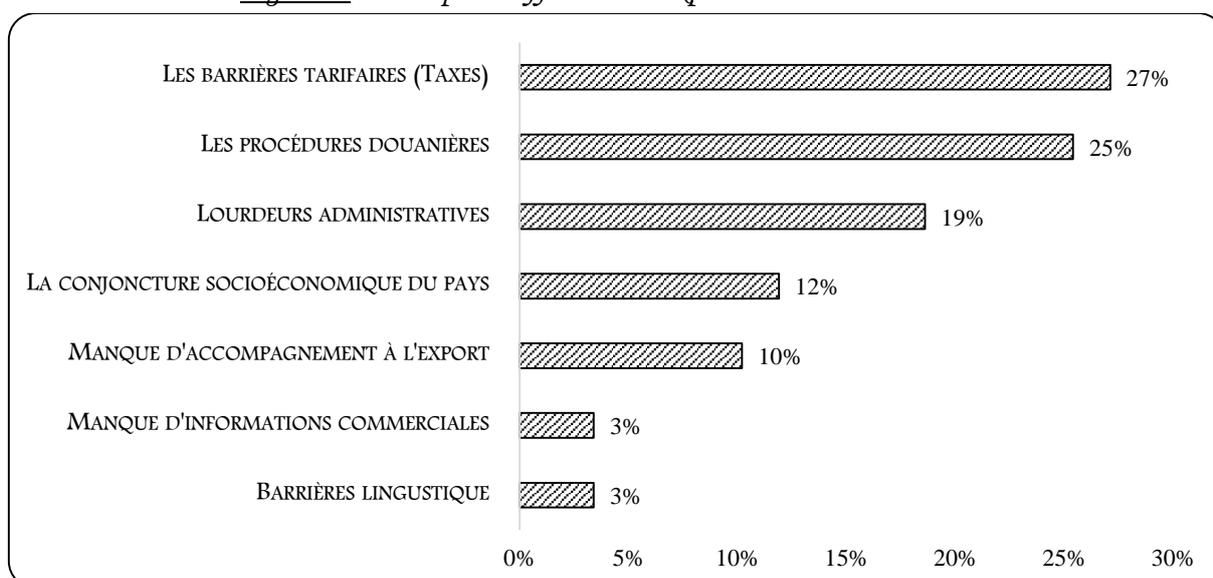
A l'instar du nombre d'exportateurs, le volume des produits exportés a enregistré une baisse de l'avis de 44% des commerçants au cours de la même période.

Toutefois, pour le premier semestre de 2019, une augmentation des exportations est attendue selon 61% des acteurs du commerce, exportateurs.

*Figure 13 : Evolution des exportations au deuxième semestre 2018 et prévisions pour le semestre suivant*

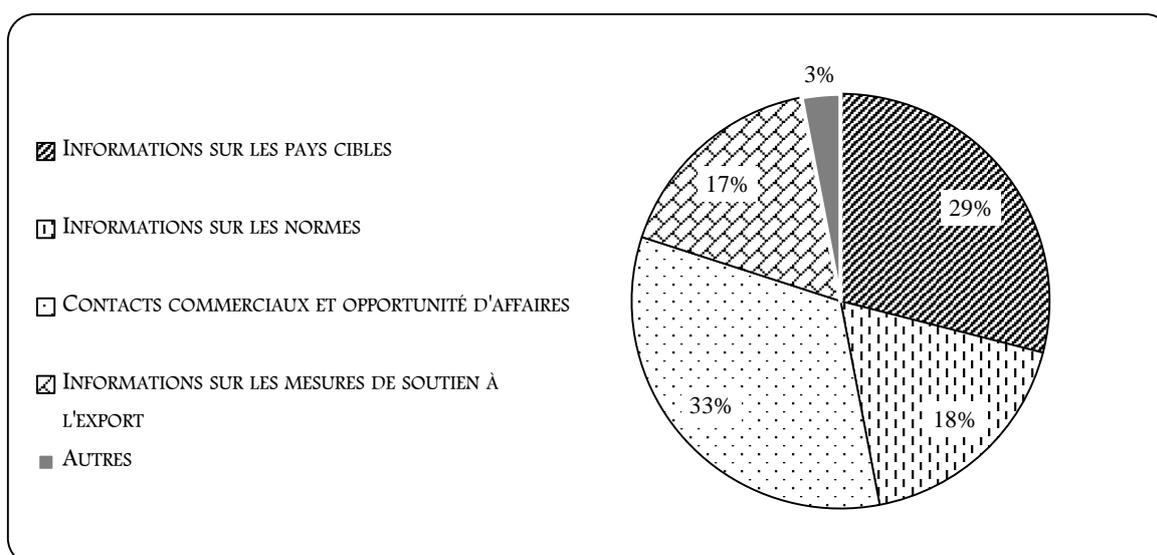
Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

Les principales contraintes auxquelles font face les entreprises de commerce exportatrices sont prioritairement les barrières tarifaires (27%), les procédures douanières (25%) et les lourdeurs administratives (19%).

*Figure 14 : Principales difficultés à l'exportation dans le commerce*

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

En vue d'accroître leurs exportations, les entreprises de commerce exportatrices, estiment avoir besoin en premier lieu de contacts commerciaux (33%), puis en second lieu d'informations sur les pays cibles (29%).

*Figure 15 : Types d'information indispensables à l'exportation*

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

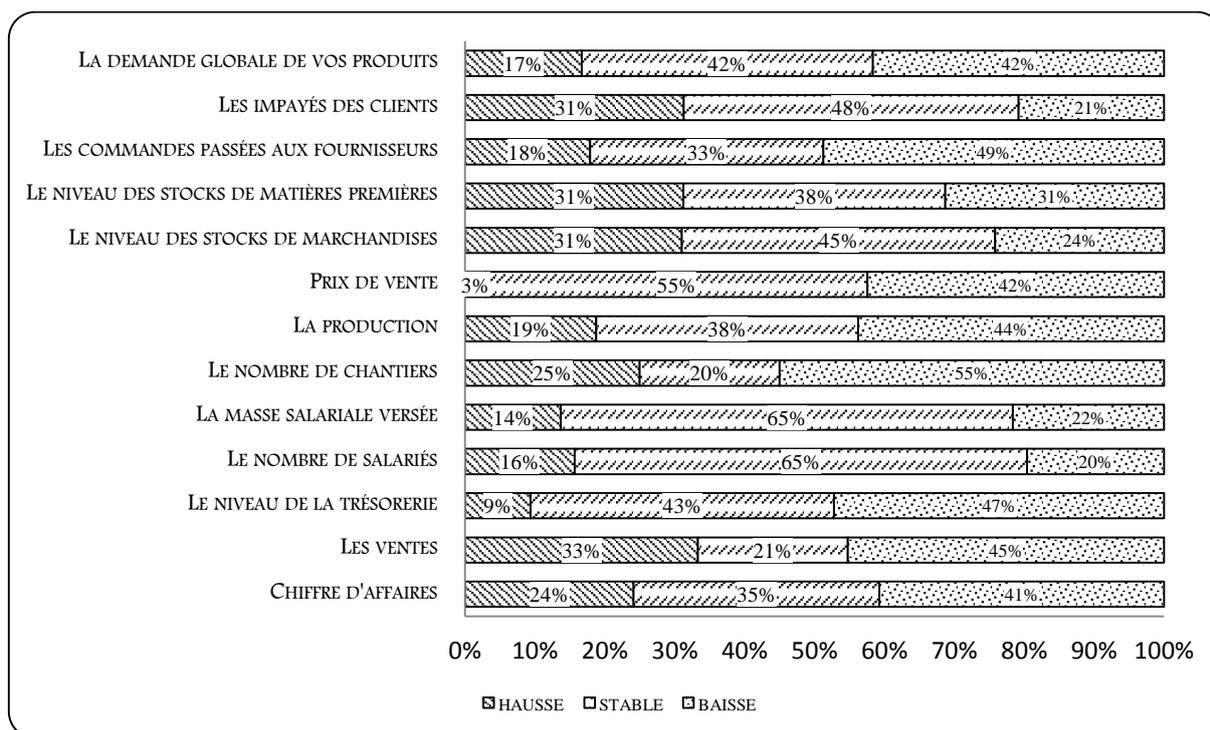
## IV.2 Le secteur de l'industrie

### IV.2.1 Evolution de quelques variables conjoncturelles

L'évolution de l'activité économique dans le secteur de l'industrie au second semestre 2018 est ressorti peu favorable. En effet, alors que le climat des affaires est demeuré stable pour 33% des industriels, il est ressorti défavorable pour l'opinion dominante (58%). Cet état des faits pourrait s'expliquer par la baisse constatée du niveau de production chez 44% des industriels, avec une chute de la demande globale des produits (42% d'opinions), du niveau des ventes (45%) et une baisse du chiffre d'affaires (41%).

Le sous-secteur du BTP n'a pas été épargné par cette situation économique morose qu'a connue le secteur industriel. En effet, les chefs d'entreprises de ce secteur ont observé une baisse de leur volume de chantiers, de l'avis de 55% d'entre eux.

Toutefois, malgré la situation difficile, le niveau de l'emploi est demeuré stable chez 65% des industriels. Seulement 20% d'entre eux ont été contraints de procéder à une compression de personnels.

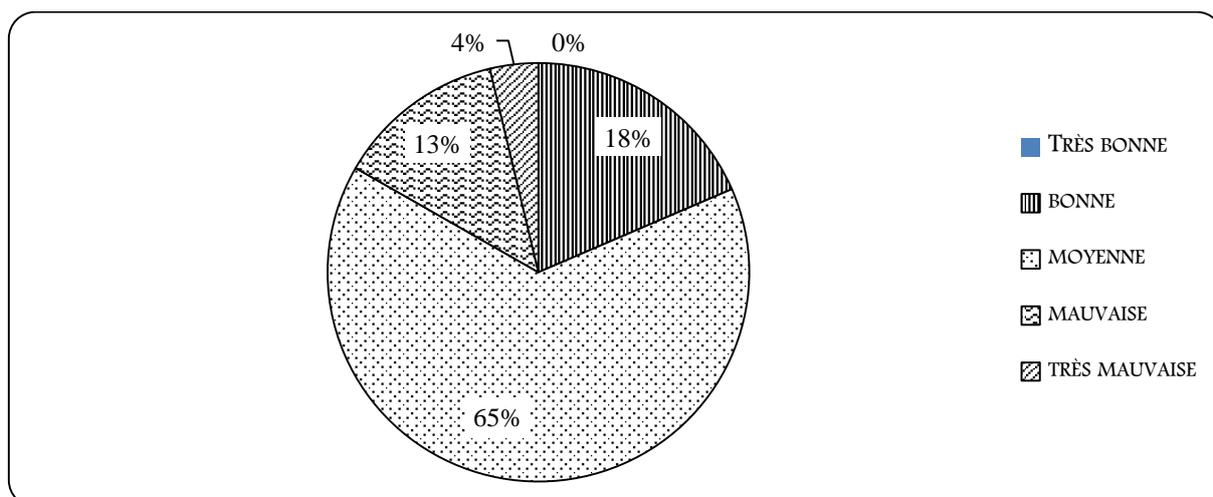
*Figure 16: Evolution de l'activité économique au second semestre 2018*

*Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction*

Pour les opérateurs économiques du secteur, la baisse du chiffre d'affaires serait due principalement, à la conjoncture économique et à la situation sécuritaire du pays. A ces facteurs pourraient s'ajouter la conjoncture sociale marquée par des revendications fréquentes et un recul de l'investissement.

Pour les 6 prochains mois, les industriels espèrent une situation meilleure à celle du second semestre 2018 en ce sens que 65% d'entre eux prévoient un retour à la stabilité économique dans leurs activités. 22% d'entre eux escomptent une situation économique meilleure au premier semestre 2019.

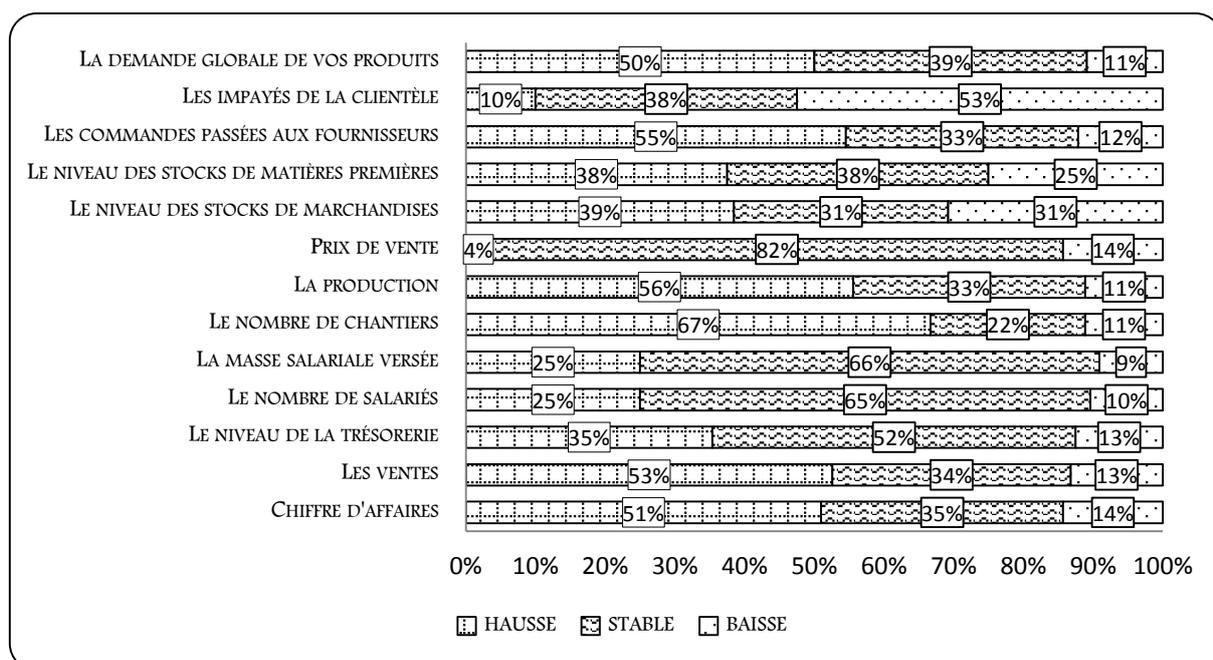
Figure 17: Perspectives pour le premier semestre 2019 dans l'industrie



Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction

Toutefois une analyse plus détaillée permet de noter que ce regain d'optimisme serait dû à l'évolution attendue de certaines variables. En effet, les Industriels escomptent une évolution à la hausse des variables suivantes : le niveau des ventes (51% des opinions), la production (56%), le chiffre d'affaires (51%), la demande globale (50%), les commandes passées aux fournisseurs (55%). Par ailleurs, ils espèrent aussi une baisse des impayés de la clientèle pour 53% d'avis. Pour les industriels évoluant dans le sous-secteur des BTP, ils projettent une augmentation du nombre de chantiers au premier semestre 2019.

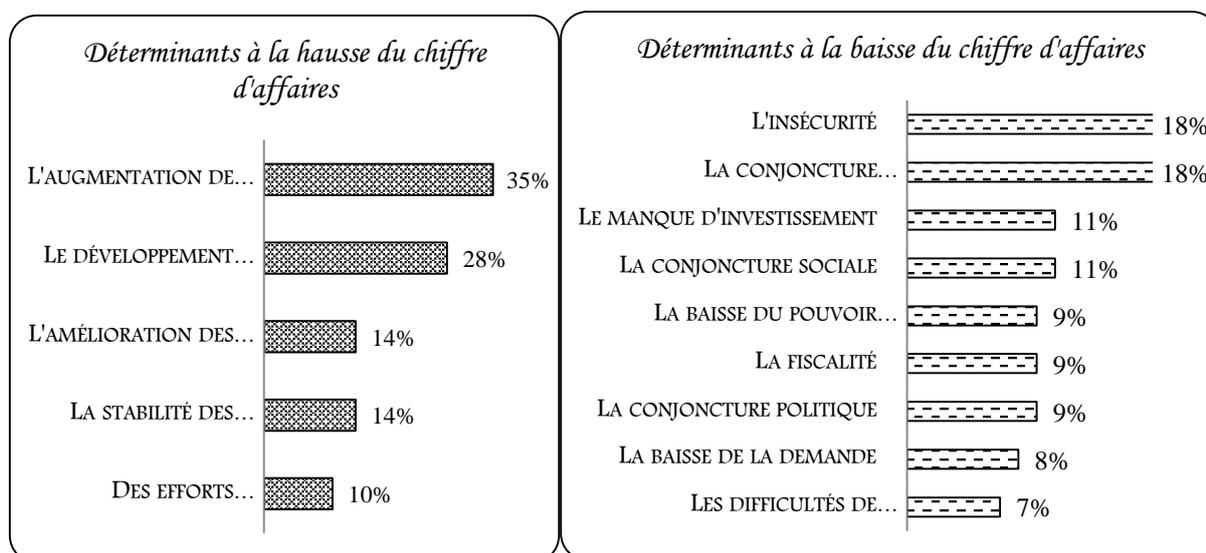
Figure 18 : Evolution future de l'activité économique au premier semestre 2019



Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction

Pour les 24% d'industriels pour lesquels le chiffre d'affaires a connu une augmentation au cours du second semestre 2018, cela serait principalement dû à une augmentation de la demande de leurs produits (35% d'avis) et l'amélioration des produits voire le développement de nouveaux produits (28%).

Figure 19 : Facteurs déterminants dans la hausse/baisse du chiffre d'affaires

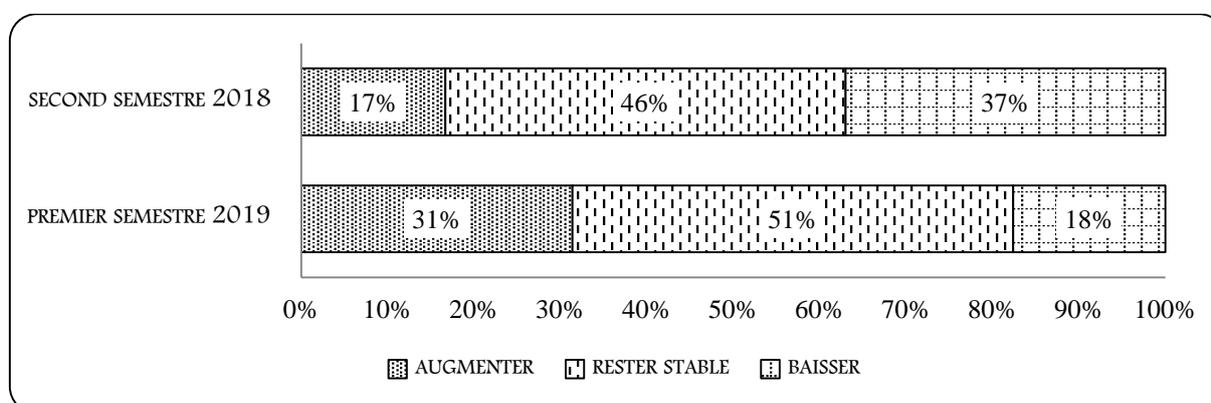


Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction

## IV.2.2 L'investissement

Les investissements dans le secteur industriel ont stagné au cours du second semestre 2018 de l'avis de 46% des chefs d'entreprises du secteur et baissé pour 37% d'entre eux. La situation ne va pas sensiblement évoluer au premier semestre 2019. En effet, 51% des opinions convergent vers une stabilité du niveau des investissements même si pour 31%, le niveau augmenterait en 2019.

Figure 20 : Evolution des investissements

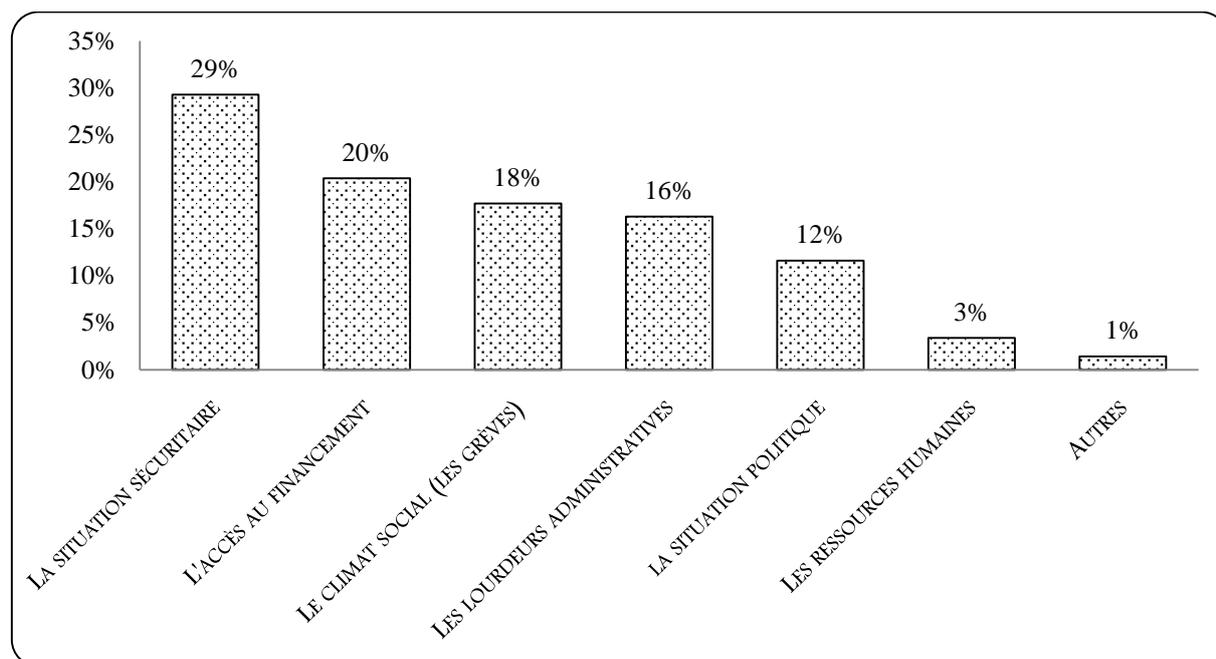


Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction

Les principales sources de financement dans ledit secteur sont l'emprunt bancaire (50% des opinions) et l'autofinancement (50%).

Les principales entraves aux investissements industriels sont : en premier lieu la situation sécuritaire (29%), suivi de l'accès au financement (20%), du climat social (18%) et des lourdeurs administratives (16%).

*Figure 21: freins aux investissements*



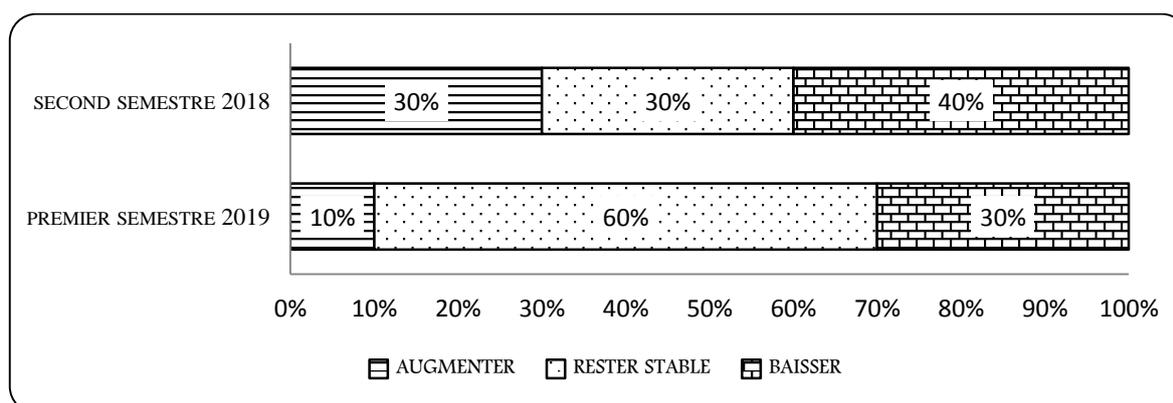
*Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction*

### IV.2.3 Les exportations

Seulement 20% des entreprises industrielles enquêtées ont exporté leur production au cours du second semestre 2018. Ces exportations sont essentiellement tournées vers les pays de l'UEMOA (53,8% des avis) ainsi que les autres pays de la CEDEAO (15,4%), de l'Europe (15,4%) et dans une moindre mesure le Maghreb (7,7%).

En ce qui concerne le volume des produits exportés, il est ressorti en baisse par rapport au premier semestre 2018 (40% des avis).

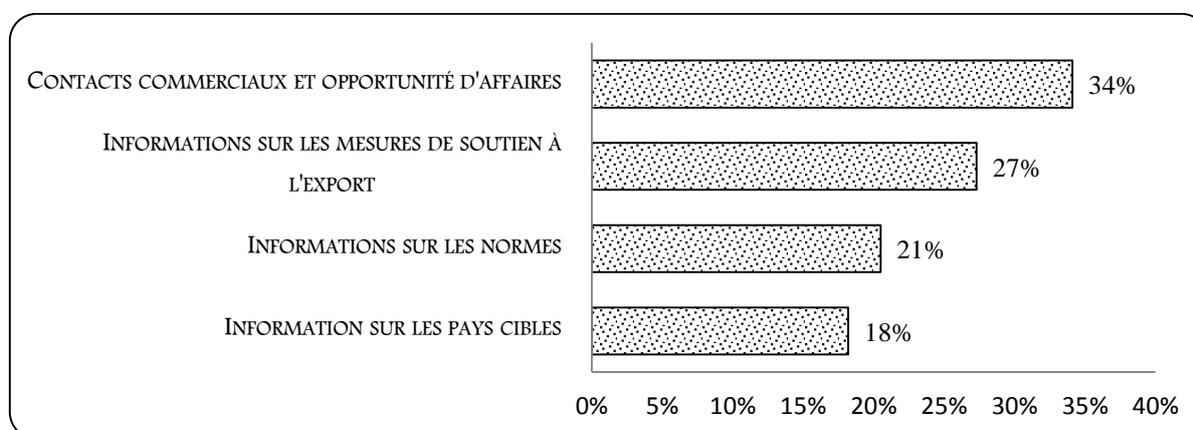
Figure 22: Evolution des exportations



Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction

Pour mieux exporter leur production, les industriels estiment avoir surtout besoin de contacts commerciaux, d'informations sur les opportunités d'affaires et sur les mesures de soutien à l'export ainsi que sur les normes. En effet, les informations les plus recherchées sont celles portant sur les contacts commerciaux et opportunités d'affaires (34%), les mesures de soutien à l'export (27%) et les normes (21%).

Figure 23 : Besoin en information sur les investissements



Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction

## IV.3 Le secteur des services

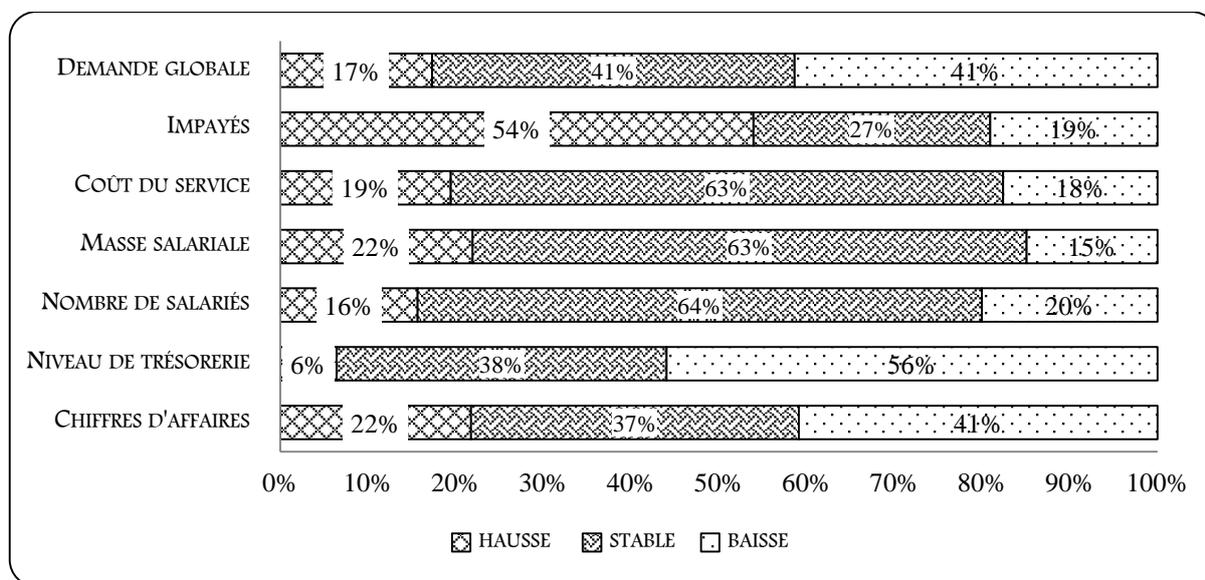
### IV.3.1 Evolutions de quelques variables conjoncturelles

Le secteur des services comprend les services financiers (banques et établissements financiers) et les services non financiers fournis par les agences de communication, les cabinets d'études techniques, les entreprises de transports et de transit et les autres services.

Au second semestre 2018, plus de 40% des entreprises de services non financiers ont constaté une baisse de leur chiffre d'affaires et de la demande globale de leurs services. Par contre, les

coûts des services offerts, le nombre de salariés et la masse salariale sont restés stables pour respectivement 63%, 64% et 63% des opinions des chefs d'entreprises. De l'avis de 54% de chefs d'entreprises de services, les impayés des services rendus ont connu une hausse par rapport au premier semestre.

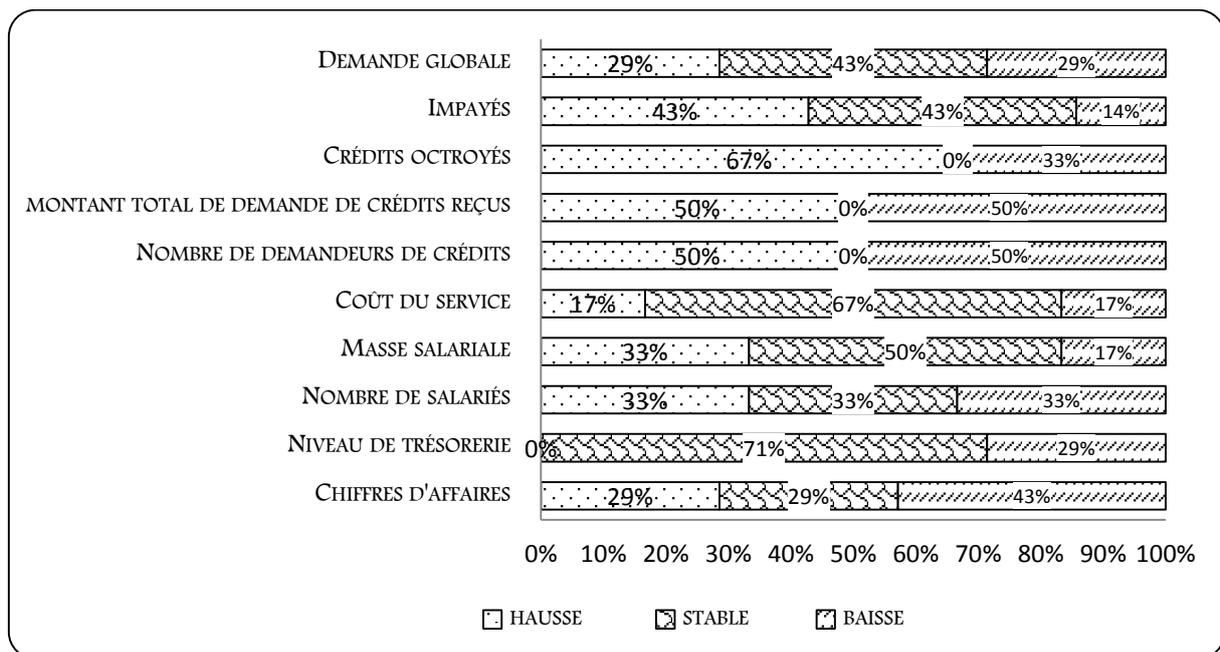
*Figure 24 : Evolution de l'activité économique (services non financiers) au second semestre 2018*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction*

Au niveau des banques et établissements financiers, l'on note que le volume des demandes de crédits a évolué à la hausse au cours du second semestre de l'avis de la moitié des chefs d'entreprises du secteur. En outre, la demande globale des services financiers, le niveau de trésorerie ainsi que le coût des services n'ont pas connu d'évolution de l'avis respectif de 43%, 71% et 67% des Banques et établissements financiers. Par ailleurs, on assiste à une augmentation des crédits octroyés en dépit du ralentissement de l'activité économique dans les autres secteurs de l'avis de 67% des banques et établissements financiers. Toutefois, 43% des promoteurs du sous-secteur de la finance affirme avoir enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires au second semestre 2018 comparativement au premier semestre malgré l'augmentation du volume de crédits octroyés. Quant au taux d'intérêt bancaire, les banques et établissements financiers estiment qu'il est resté stable sur la période.

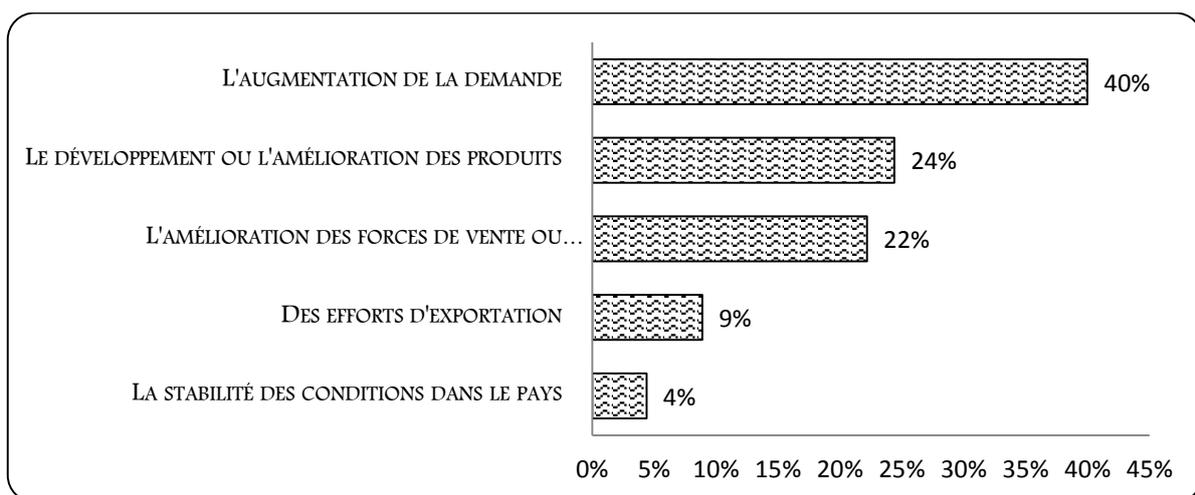
Figure 25 : Evolution de l'activité économique (services financiers) au premier semestre



Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction

Pour les entreprises de services ayant enregistré une hausse du chiffre d'affaires, ce résultat s'explique notamment par une augmentation de la demande (40% des avis) suivie de l'amélioration de la qualité du produit/développement de nouveaux produits (24%) ainsi que l'amélioration des forces de vente ou de communication (22%).

Figure 26 : Facteurs déterminants à la hausse du chiffre d'affaires

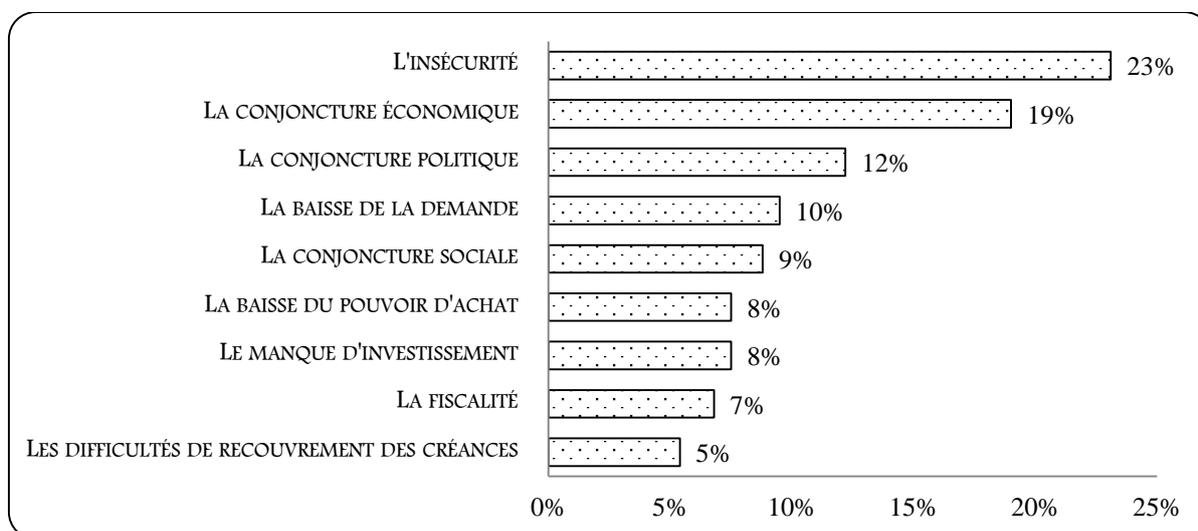


Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction

De l'avis des chefs d'entreprises du secteur des services, pour qui le chiffre d'affaires a connu un recul au second semestre 2018 comparativement au premier, cette baisse s'explique

essentiellement par la situation sécuritaire difficile dans certaines parties du pays (23%), la conjoncture économique (19%), la conjoncture politique (12%), et la demande globale (10%).

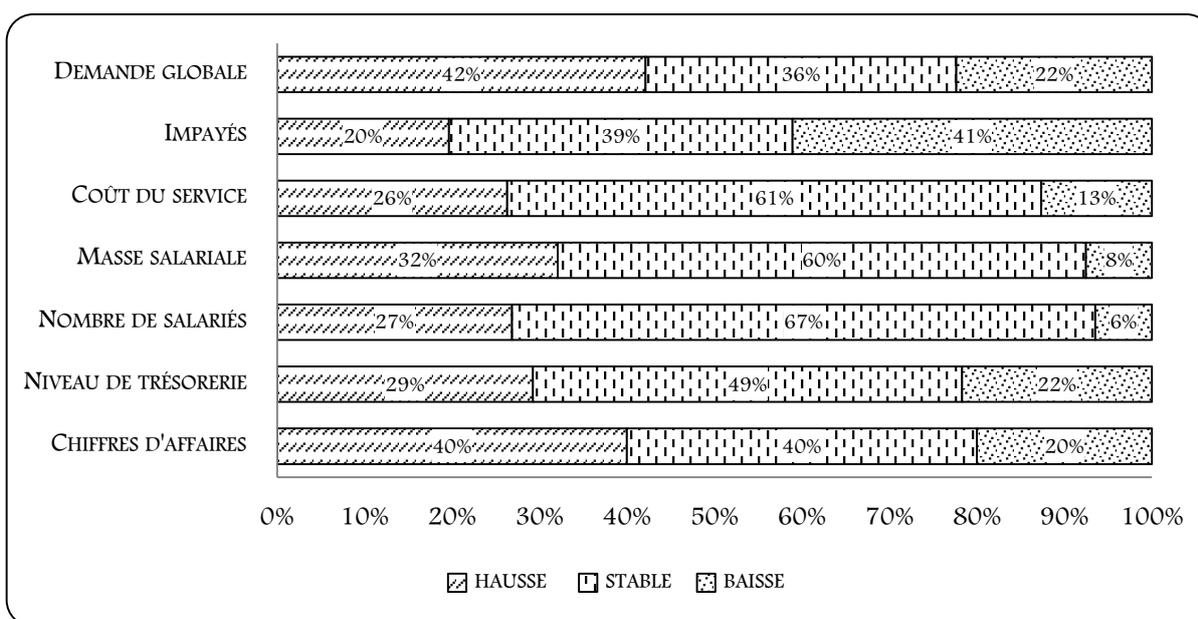
*Figure 27 : Facteurs responsables de baisse du chiffre d'affaires*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction*

Pour le premier semestre 2019, les chefs d'entreprises de services (non financiers) espèrent une hausse de leur chiffre d'affaires (40% d'avis) et de leurs prestations globales (42%). En revanche, ils ne prévoient pas de recrutements. Ces entreprises espèrent (41%) une baisse des impayés traduisant ainsi une amélioration des versements de leurs créances de la part des clients.

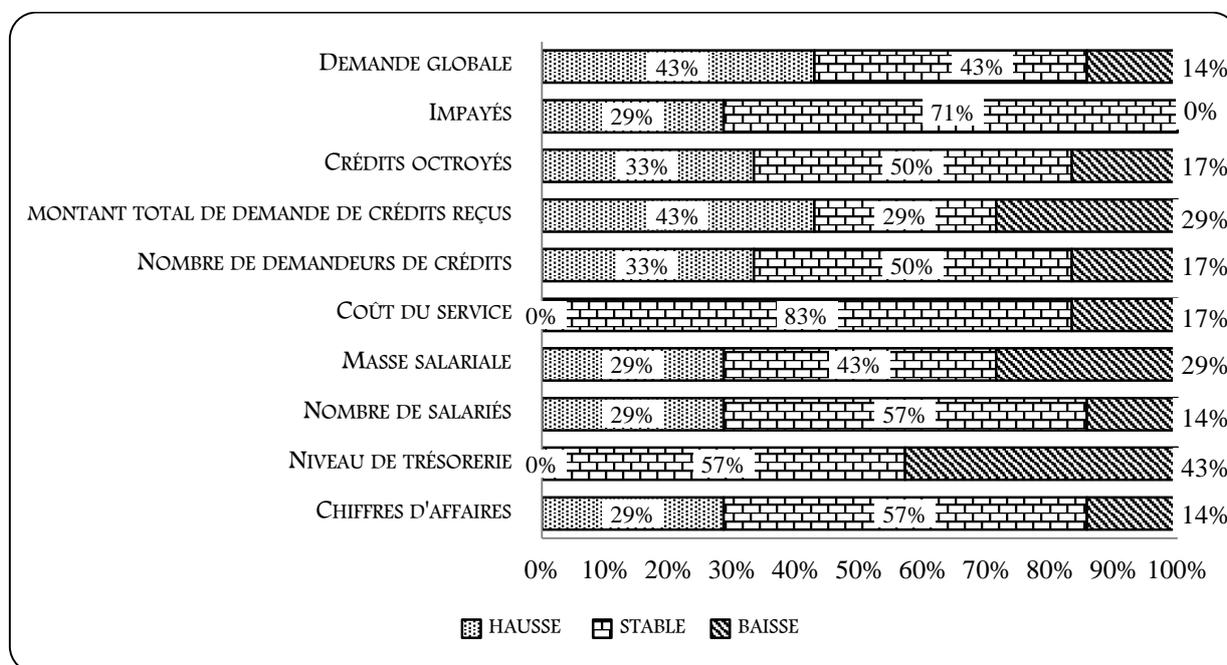
*Figure 28: Evolution de l'activité économique des services (non financiers) au premier semestre 2019*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction*

Au niveau des banques et établissements financiers, les principales variables conjoncturelles conserveront la même tendance au premier semestre 2019 que celle observée au dernier semestre 2018.

*Figure 29 : Evolution de l'activité économique des services (financiers) au premier semestre 2019*

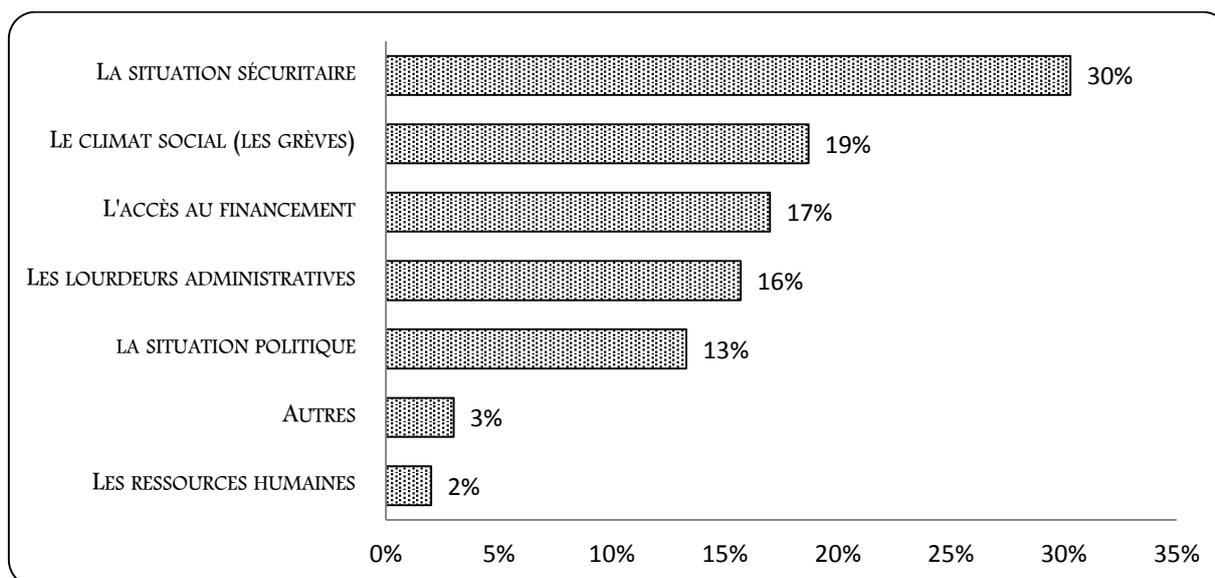


*Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction*

### IV.3.2 L'investissement

Le niveau de l'investissement dans le secteur des services est resté stable au second semestre 2018 de l'avis de 51% des acteurs, et ne devrait pas connaître une évolution majeure pour le semestre à venir (de l'avis de 44%). Tout comme le premier semestre, l'autofinancement (56% des opinions) et les prêts bancaires (26% des avis) sont les principales sources de financement envisagées par les entreprises du secteur pour le semestre à venir. Seulement 8% des prestataires de services prévoient une ouverture de leur capital à des partenaires dans le but de financer la hausse de leurs investissements.

Si au premier semestre 2018, les lourdeurs administratives constituaient la principale entrave à l'investissement, au second semestre 2018 la situation sécuritaire semble être le principal défi auquel est confronté l'investissement dans ce secteur (30% des opinions). Cela se justifie par la recrudescence des menaces terroristes dans certaines parties du pays (95 attaques terroristes en 2018 contre 73 en 2017), les revendications sociales et les difficultés d'accès au financement.

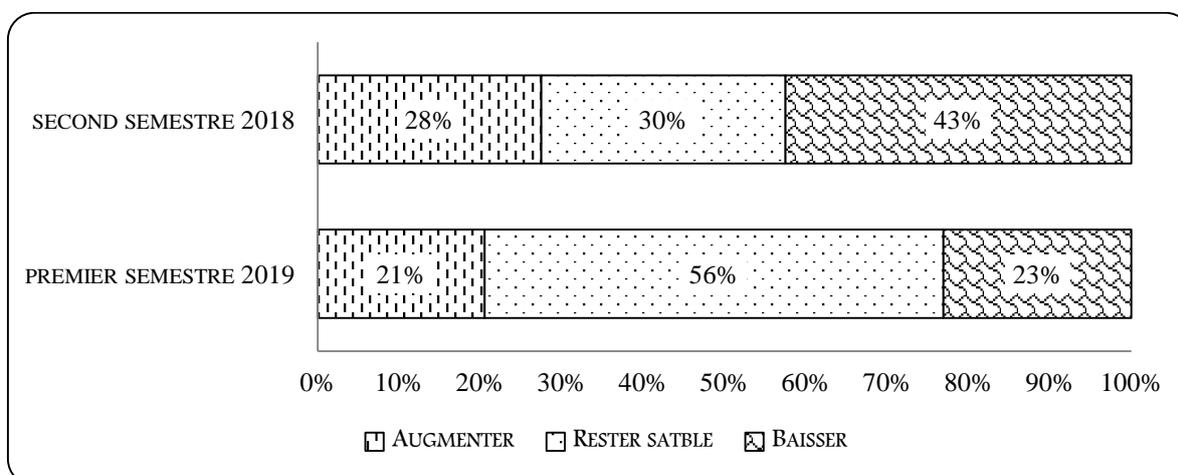
*Figure 30: Entraves à l'investissement dans le secteur des services*

*Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction*

### IV.3.3 Les exportations

Contrairement au premier semestre 2018 où seulement 4,2% des entreprises prestataires de services avaient exporté leur service à l'international, au second semestre 38% d'entre elles disent avoir étendu leurs activités à l'international.

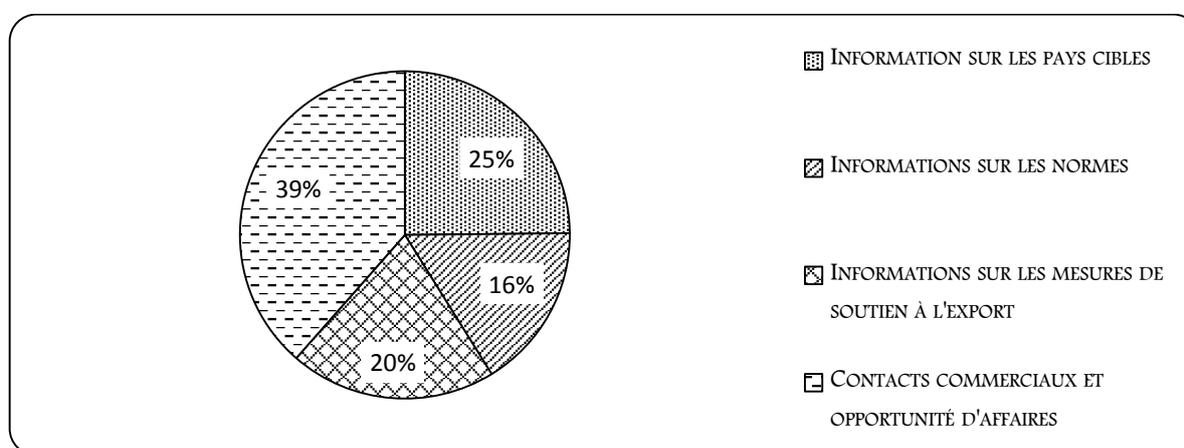
Cependant, l'on a pu noter une dégradation du niveau des exportations des services non financiers de l'avis de 43% des chefs d'entreprises. En ce qui concerne le semestre à venir, 56% des opinions tournent autour de la stabilité des prestations hors des frontières.

*Figure 31 : Evolution des exportations de services non financiers*

*Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction*

Les contacts commerciaux et opportunités d'affaires (39% des avis) ainsi que les informations sur les pays cibles (25%) sont les principales informations que les entreprises fournisseurs de services non financiers ont besoin pour l'extension de leur prestation à l'international.

*Figure 32 : Principales contraintes*

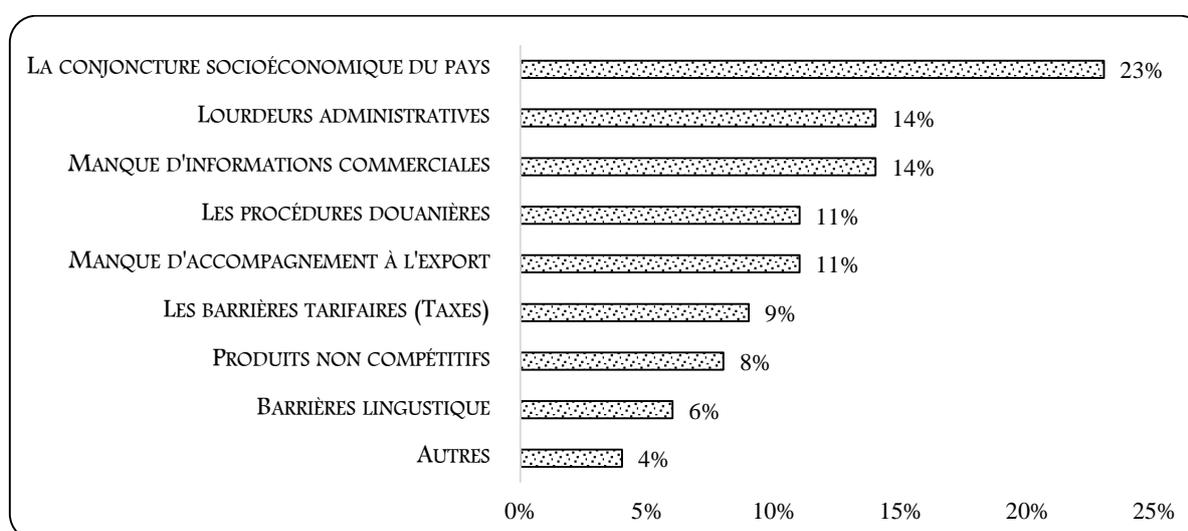


*Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction*

Aussi estiment-ils que disposer des informations sur les mesures de soutien à l'export (20% des avis) et des informations sur les normes (16%), leur permettrait d'accéder plus facilement aux marchés des autres pays pour proposer leurs services.

L'exportation de services se heurte à des contraintes liées principalement à la conjoncture socioéconomique du pays (23% des opinions), au manque d'informations commerciales et aux lourdeurs administratives (14 % des avis), aux procédures douanières et aux manques d'accompagnement à l'exportation (11%).

*Figure 33 : freins à l'exportation*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF janvier 2019/ Notre construction*

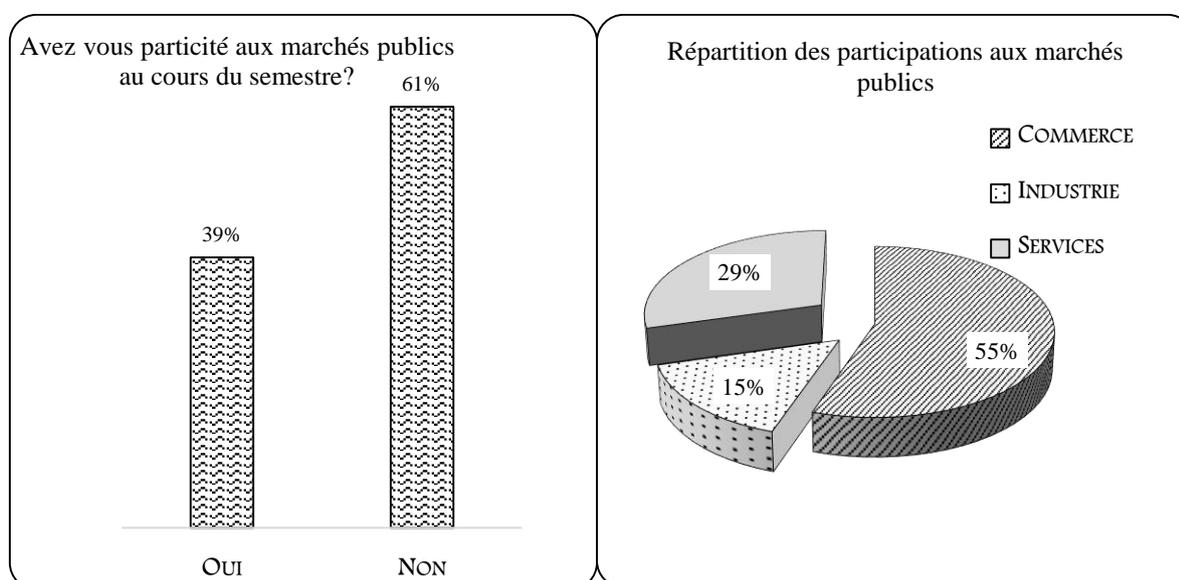
## V. ENVIRONNEMENT GENERAL DES AFFAIRES ET COMPETITIVITE DES ENTREPRISES

### V.1 Les marchés publics

Le taux de participation aux marchés publics reste généralement faible au Burkina. Seulement 39% des entreprises échantillonnées affirment avoir postulé à un marché public au cours du second semestre 2018.

Suivant les secteurs d'activités, l'on note que c'est 55% d'entreprises de commerce, 29% de services et 15% d'industries qui ont participé à des marchés publics au cours du second semestre 2018.

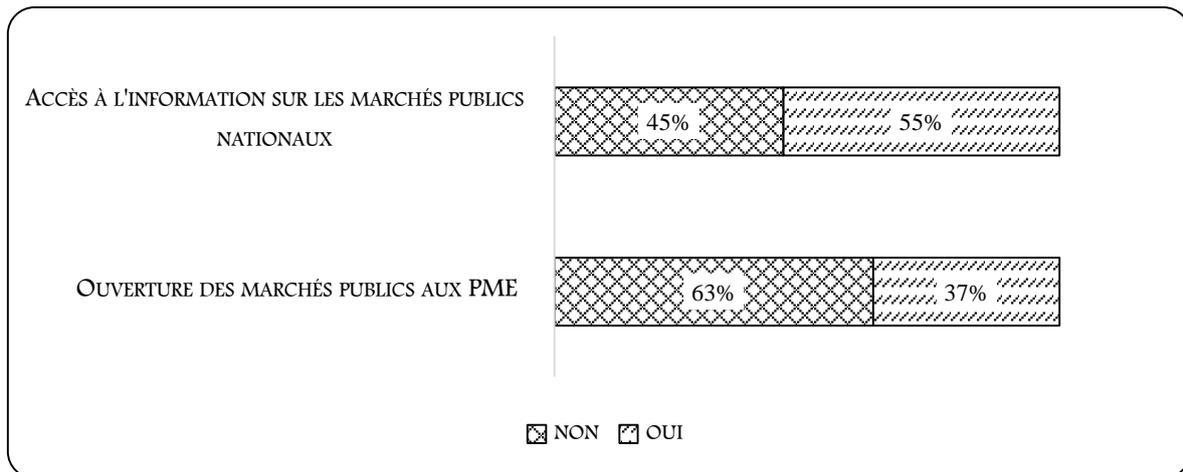
*Figure 34 : Répartition des entreprises ayant déjà pris part à un appel d'offre*



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

Par ailleurs, 55% des chefs d'entreprises enquêtées estiment que l'information sur les marchés publics est disponible et accessible. Toutefois, 37% des entreprises estiment que les conditions d'accessibilité aux marchés publics (l'expérience, les conditions financières) limitent la participation des PME aux marchés publics.

Figure 35 : Accessibilité aux marchés publics

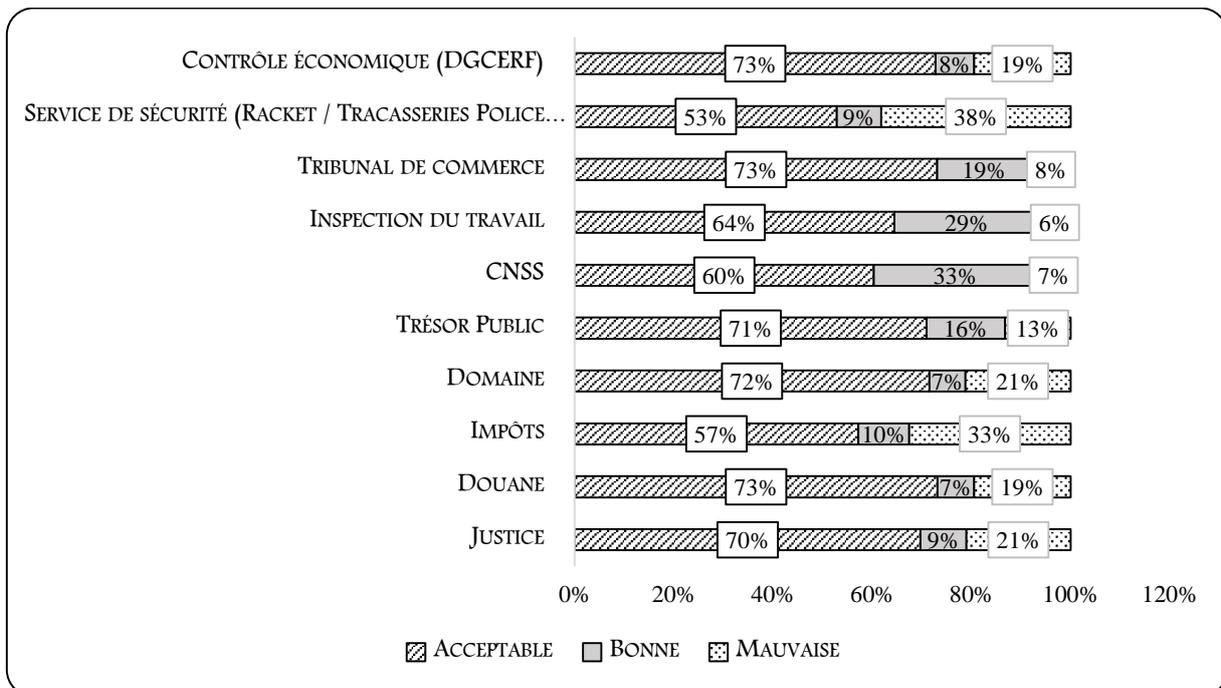


Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

## V.2. Qualité des services publics

Il ressort de l'étude que la qualité des services publics est acceptable pour la majorité (plus de 50%) des opérateurs économiques. Cependant, il est à noter que les rackets et les tracasseries des forces de l'ordre, les impôts, les services fonciers et la justice ont enregistré les scores d'insatisfaction les plus élevés variant entre 20 % et 40 % des avis des opérateurs économiques.

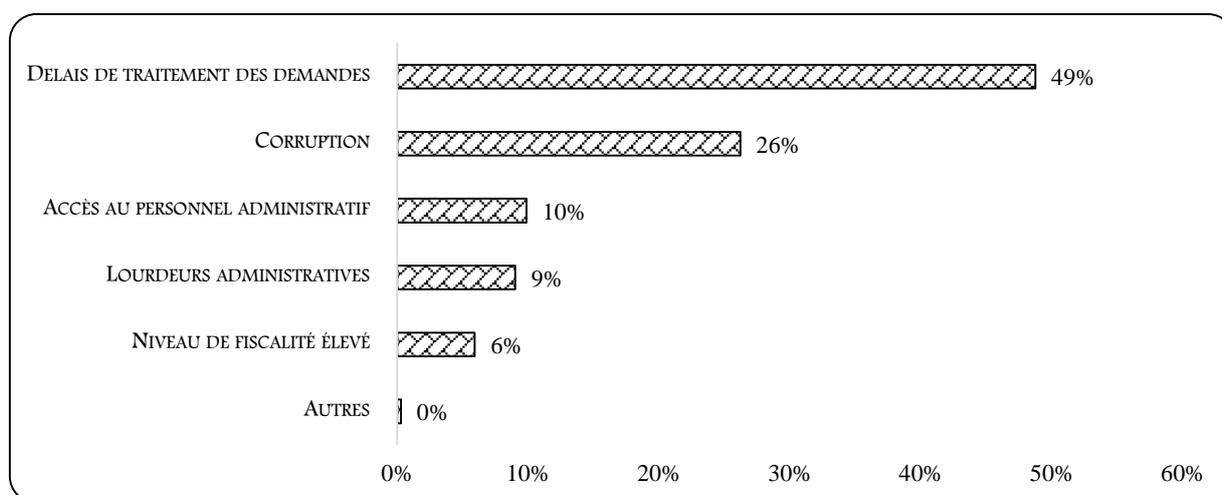
Figure 36 : Appréciation de la qualité des services publics



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

Pour les services publics dont les prestations sont jugées mauvaises, les chefs d'entreprises affirment rencontrés des difficultés liées principalement au délai de traitement des dossiers (49% des avis), à la corruption (26%) et à l'accès au personnel administratif (10%). Les lourdeurs administratives et le niveau élevé de la fiscalité sont d'autres difficultés qui entravent la qualité des services publics selon les appréciations respectives de 9% et 6% des opérateurs économiques.

*Figure 37 : Principales causes d'insatisfaction des services publics*



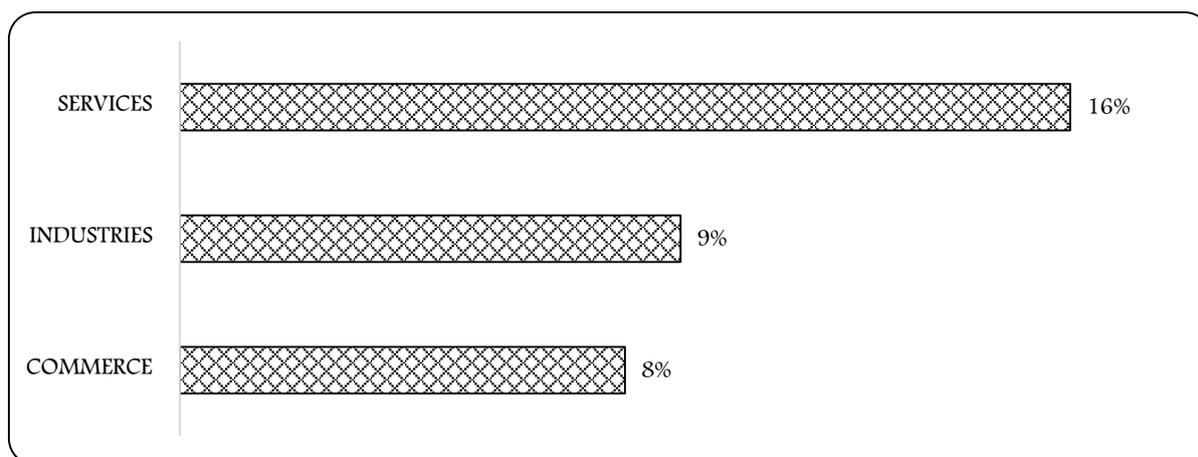
Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

### V.3 Environnement judiciaire et législation du travail

La loi n°047-2017/AN portant médiation en matière civile et commerciale au Burkina Faso, la révision du code des investissements, la nouvelle loi des finances 2018 et la révision du code de travail entamé en septembre 2017, devraient permettre de mieux régir d'une part l'environnement des entreprises et d'autres parts la qualité de l'emploi dans le privé.

Interrogés sur leur rapport avec la justice, il est ressorti que 11% des chefs d'entreprises déclarent avoir eu des contentieux courant le second semestre de 2018 contre 7% au semestre précédent.

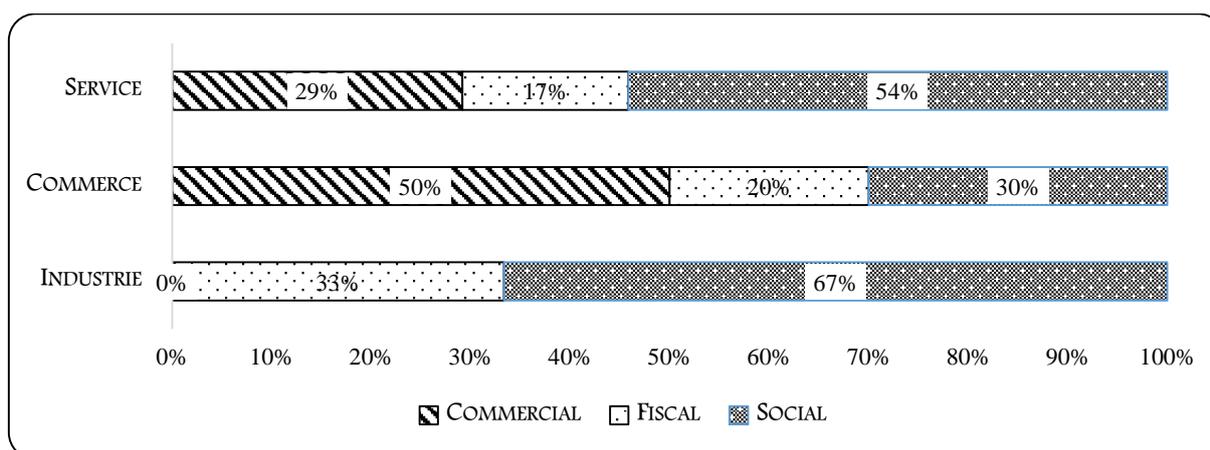
De façon sectorielle, l'enquête d'opinions révèle que c'est le secteur des services qui a le plus rencontré des contentieux (16% des opinions), contrairement aux entreprises commerciales (8%) et industrielles (9%).

*Figure 38 : Répartition par catégorie des entreprises ayant connu des contentieux judiciaires*

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

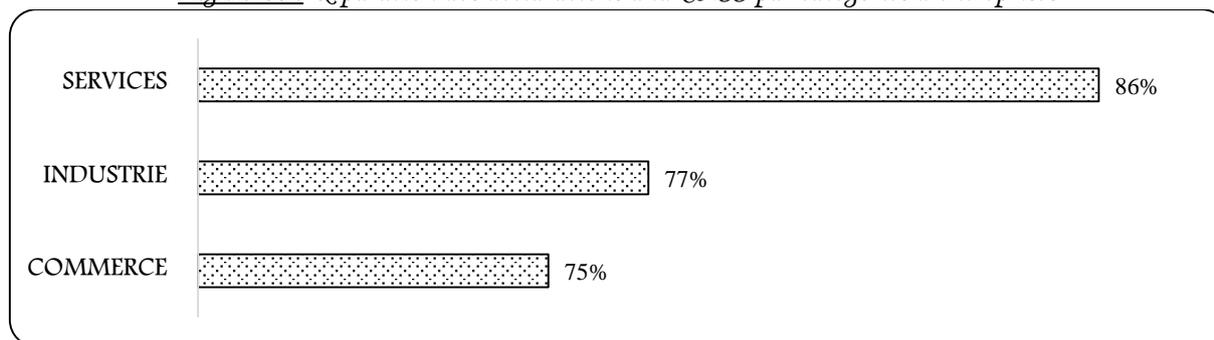
Les mesures adoptées dans les différentes lois de finance ne sont pas toujours comprises des contribuables occasionnant des contentieux fiscaux avec l'administration fiscale par moment. Aussi, les contentieux opposant les employés aux employeurs sont légions. D'ailleurs ceux-ci constituent la part la plus importante des contentieux identifiés.

Il ressort ainsi que si dans les industries et les services les contentieux sociaux sont les plus reconduits (67% des avis), dans les entreprises commerciales le contentieux commercial reste prépondérant (50% des opinions).

*Figure 39 : Répartition des natures des contentieux par catégories d'entreprises*

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

D'autre part, il ressort que plus de  $\frac{3}{4}$  des chefs d'entreprises enquêtés reconnaissent avoir déclarés leurs employés à Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

*Figure 40 : Réparation des déclarations à la CNSS par catégories d'entreprises*

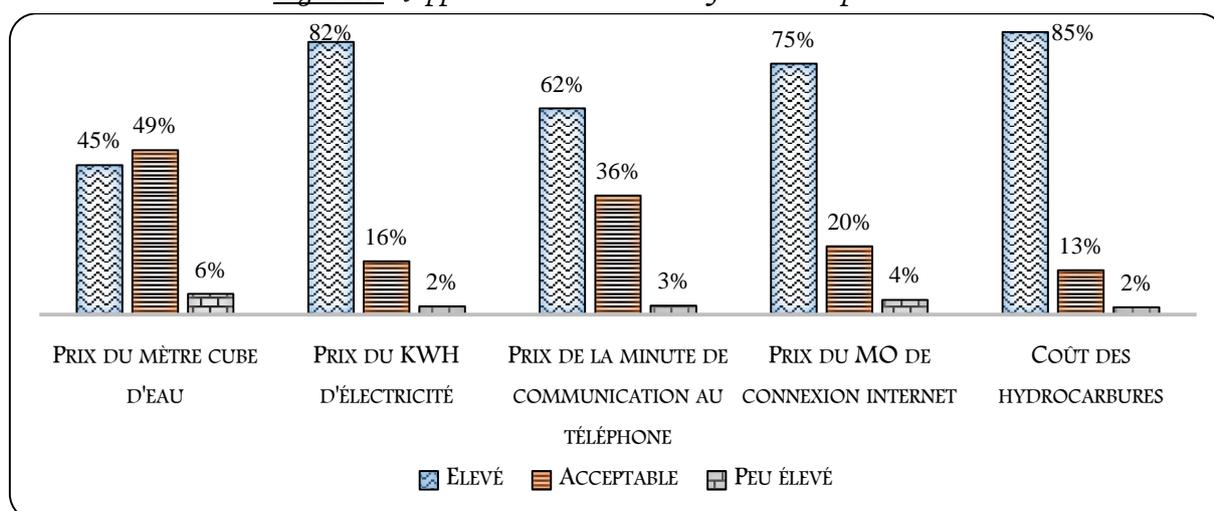
Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

Enfin pour ce qui est du délai de règlement des contentieux, 55% des enquêtés pensent qu'il est raisonnable contre 45% qui le trouve long.

#### V.4 Appréciation de l'accessibilité, du coût et de la distribution des facteurs de production

Dans la zone UEMOA, en dehors de la Guinée-Bissau, le Burkina Faso est le pays où le prix du KWh demeure le plus élevé (146,98 FCFA le KWh d'électricité contre 80,44 FCFA en Côte d'Ivoire et 88,54 FCFA au Mali en 2017)<sup>3</sup>. C'est ainsi que 82 % des chefs d'entreprises dans le cadre de cette étude soulignent le caractère élevé du coût de cet important facteur de production. En plus de ce facteur, les chefs d'entreprises estiment élevés le coût à la minute de la communication téléphonique (62% des opinions), de la connexion internet (75%) et du prix du carburant (85%).

Par contre, le prix du mètre cube d'eau est jugé acceptable (55% des avis).

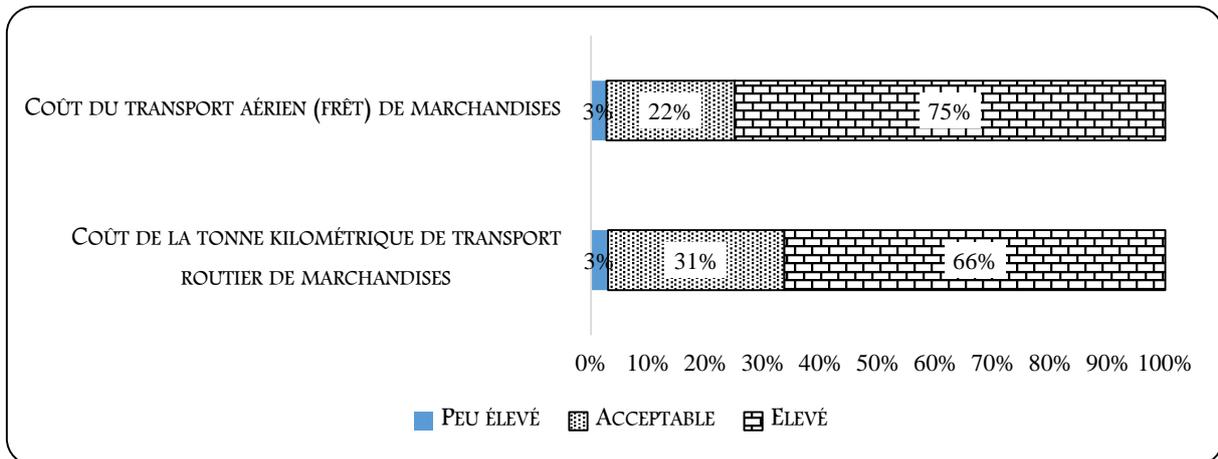
*Figure 41 : Appréciation des coûts des facteurs de production*

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

<sup>3</sup> Note du symposium national sur les industries à Bobo-Dioulasso, mai 2018.

Quant au coût de la tonne kilométrique de transport routier de marchandises les entreprises commerciales le jugent élevé (66% des opinions) contre 34% qui le trouvent acceptable voire peu élevé. Dans le même sens, le coût de transport aérien de marchandises est jugé par les industriels et les entreprises de commerce élevé (75% des opinions).

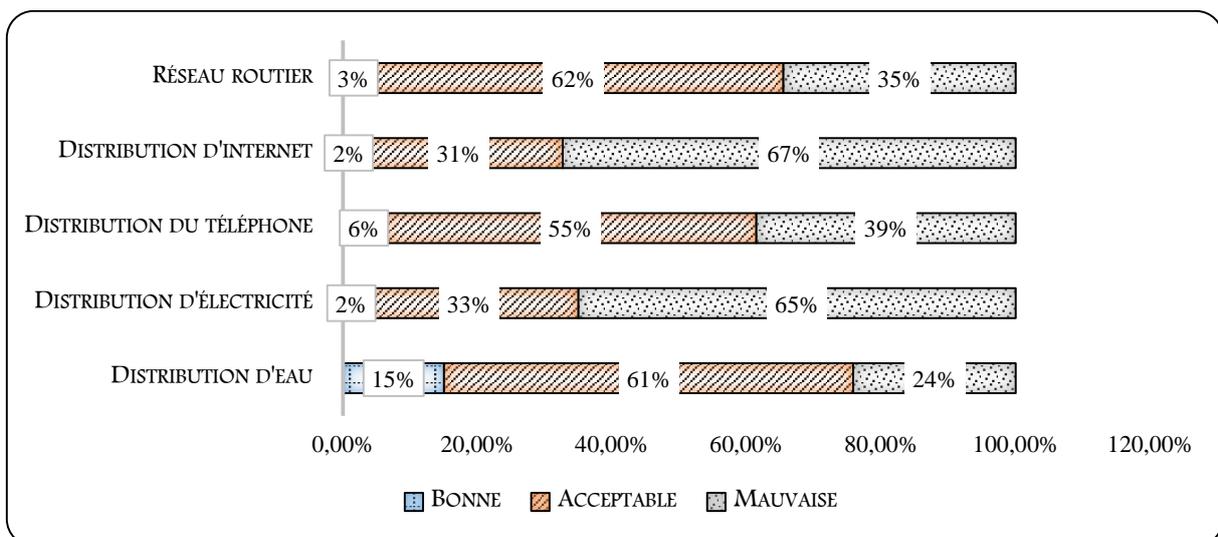
Figure 42 : Appréciation des coûts de transport



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

La qualité de la distribution des facteurs de production (input) tels que l’eau et le téléphone sont acceptable de l’avis des chefs d’entreprises (respectivement 76 % et 61 % des opinions). La connexion internet et la distribution de l’électricité, quant à elles, sont jugées mauvaises dans leur globalité (respectivement 67 % et 65% des avis). Par ailleurs, il est ressorti que la majorité (62%) des responsables d’entreprises trouve acceptable la qualité du réseau routier.

Figure 43 : Appréciation de la qualité des facteurs de production



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

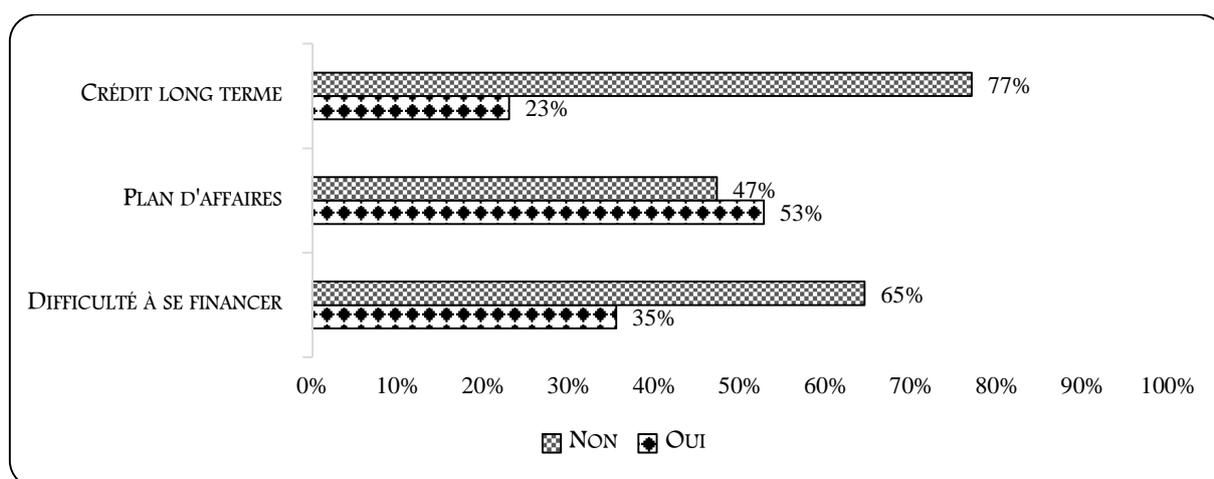
## V.5 Financement de l'entreprise

### V.5.1. Accès au financement

L'un des outils de négociation et de financement des entreprises reste le plan d'affaires. L'enquête d'opinion démontre à cet effet que plus de la moitié des responsables d'entreprises (53%) indique le détenir. En plus de la possession du plan d'affaires, la prise en compte d'autres éléments tels que la production d'états financiers par les entreprises, l'établissement d'une certaine confiance entre les parties prenantes et surtout l'effectivité d'une garantie amènent 65% des répondants à déclarer n'avoir pas eu de difficultés à se financer durant le second semestre de l'année 2018.

Toutefois, les crédits octroyés par les établissements financiers restent principalement de court terme. En effet, 77 % des responsables d'entreprises soulignent n'avoir pas pu obtenir des crédits de long terme pendant ce semestre.

*Figure 44: Financement des activités des entreprises*

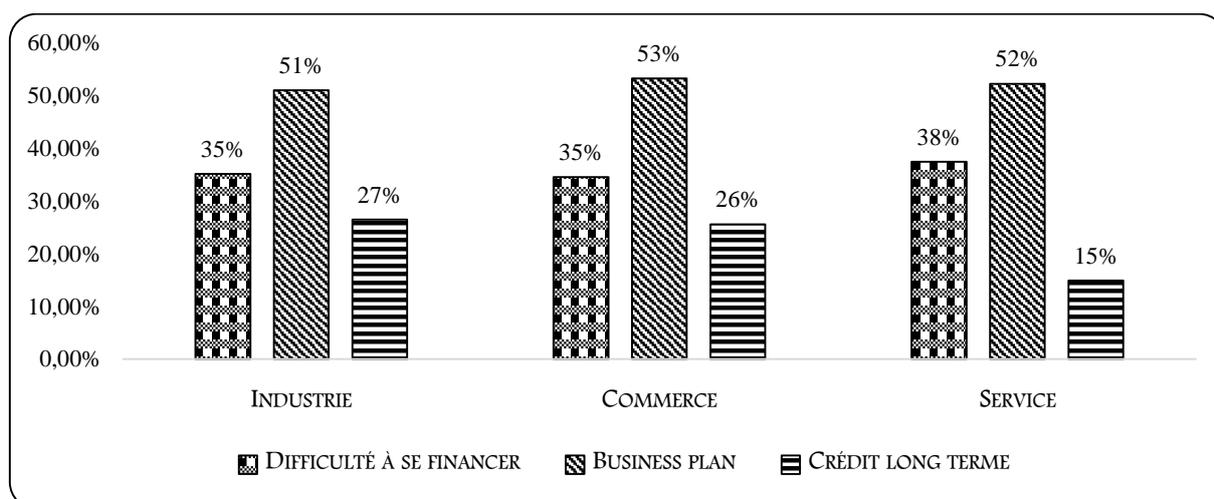


Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

Une analyse détaillée montre que quel que soit le secteur d'activités, près du tiers des chefs d'entreprises peinent à se financer (35% pour les industriels, 35% pour le commerce et 38% pour les services). Le taux de possession de plan d'affaires est de 51% pour les chefs d'entreprises industriels enquêtés contre 53% pour le commerce et 55% pour les services.

Par ailleurs, les industries dont les activités demeurent conditionnées par la mise en place d'investissements lourds, sont selon les opinions des responsables d'entreprises les premières à bénéficier le plus de crédit de long terme (27%) loin devant les entreprises de services (15%).

Figure 45 : financement des activités par secteur



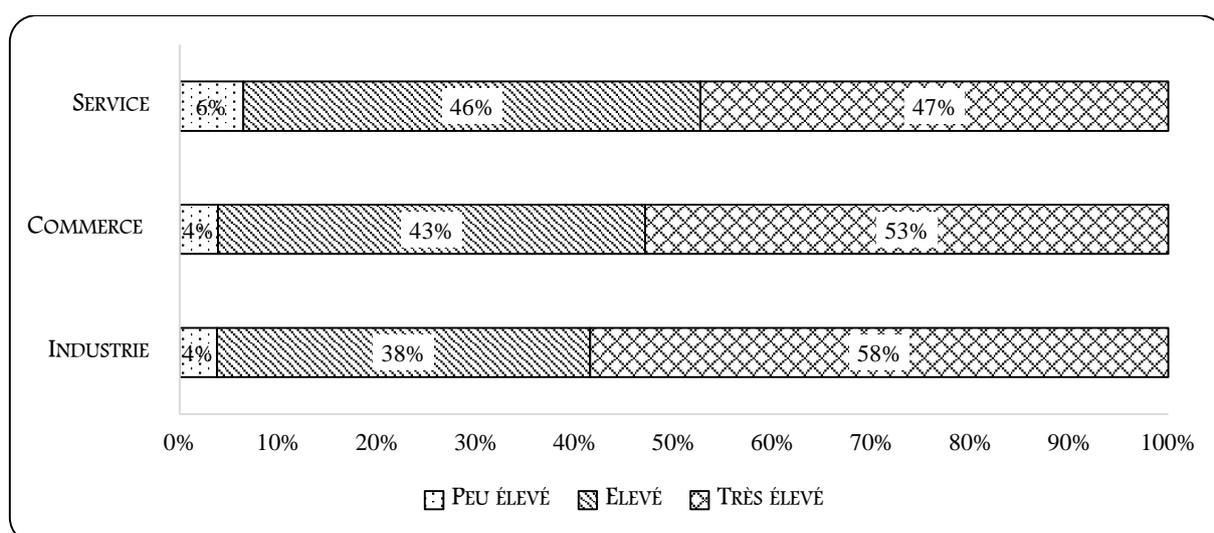
Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

### V.5.2 Appréciation du taux d'intérêt débiteur des banques par les entreprises

Le taux d'intérêt débiteur des banques au Burkina Faso est l'un des taux les plus élevés dans la zone UEMOA. Sur la période 2005-2017, le taux débiteur moyen hors taxe des banques burkinabè était de 8,93% contre 6,42% au Sénégal<sup>4</sup>.

En référence à ces taux, les responsables d'entreprises, notamment les industriels confirment à travers cette enquête d'opinions le niveau excessivement élevé des taux débiteurs des banques au Burkina Faso (58% des opinions des industriels).

Figure 46: Appréciation des entreprises du taux débiteur des banques



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

<sup>4</sup> Source : Rapport 2018 de la BCEAO sur les conditions de banque dans l'UEMOA.

## V.6 L'environnement des affaires au Burkina Faso

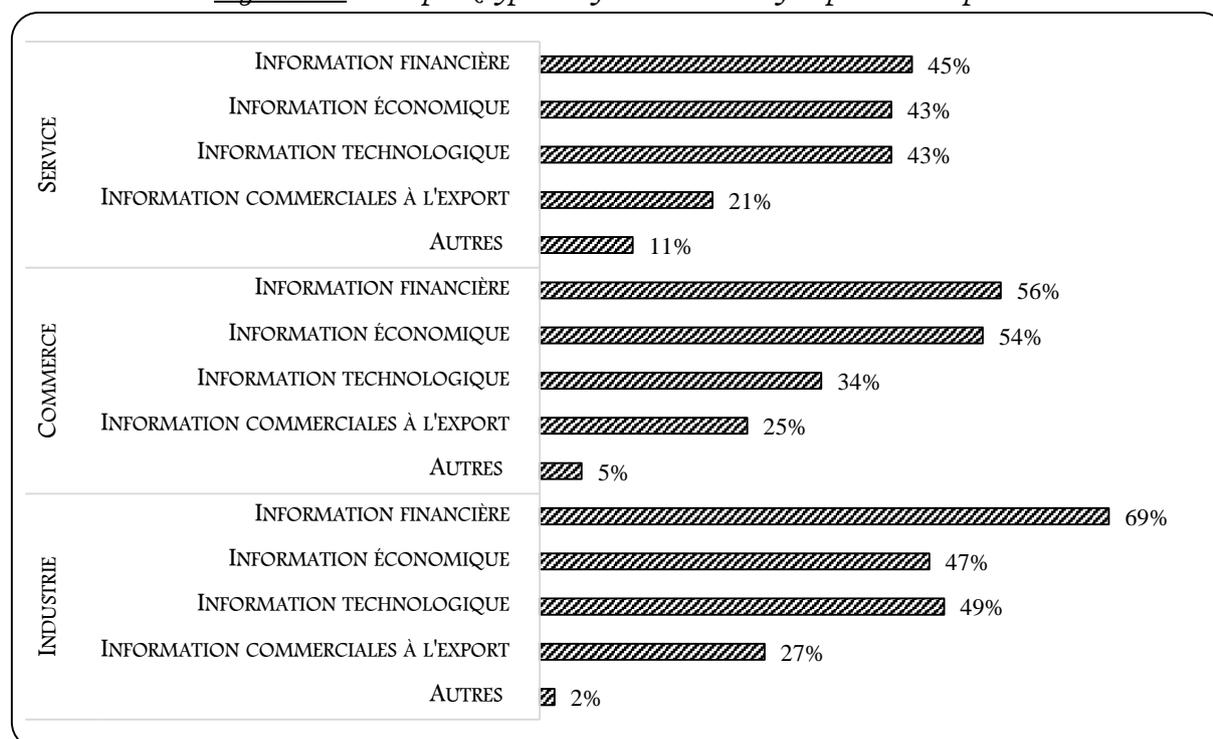
### V.6.1 L'entrepreneuriat

Dans le monde des affaires, l'information est la clé de succès des entreprises. C'est dans cette optique que quatre principaux types d'information ont été vivement identifiés comme une nécessité afin de garantir la santé économique et financière d'une entreprise. Il s'agit des informations relatives à :

- L'exportation (débouchés, gain de change sur la stratégie commerciale, etc.);
- La place financière burkinabè et internationale ainsi qu'aux perspectives de financement ;
- L'économie (marché public, demande des biens et services, volume de production, volume d'investissement, etc.) ;
- La technologie (matériels et équipement de pointe).

De besoins en information, il ressort globalement que les entreprises accordent plus d'importance à l'information financière (32% des avis), suivi de l'information d'ordre économique (29%), de l'information d'ordre technologique (22%) et des informations liées à l'exportation (14%). Cette situation indique que la contrainte financière est de loin la plus importante pesanteur de développement des entreprises burkinabè.

*Figure 47 : Principaux types d'information identifiés par les entreprises*

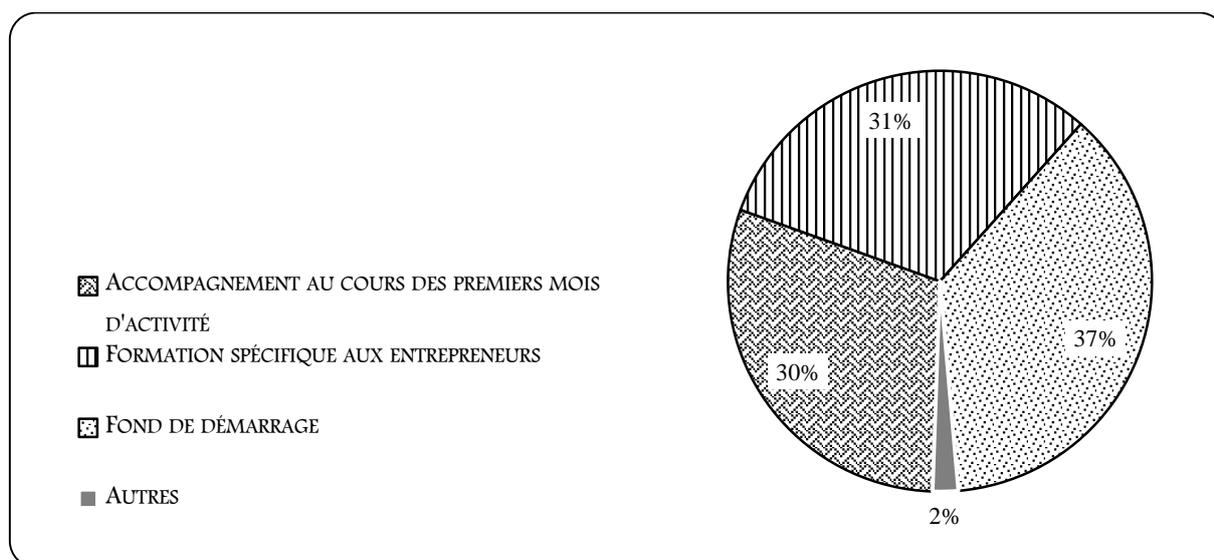


Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

En ce qui concerne les services les plus déterminants pour aider les plus jeunes entreprises à se développer, les chefs d'entreprises citent :

- La mise à disposition de fonds de démarrage (37% des avis) ;
- Le renforcement de compétence à travers des formations spécifiques aux entrepreneurs (31%) et ;
- L'accompagnement en termes de coaching et de monitoring au cours des premiers mois d'activités (30%).

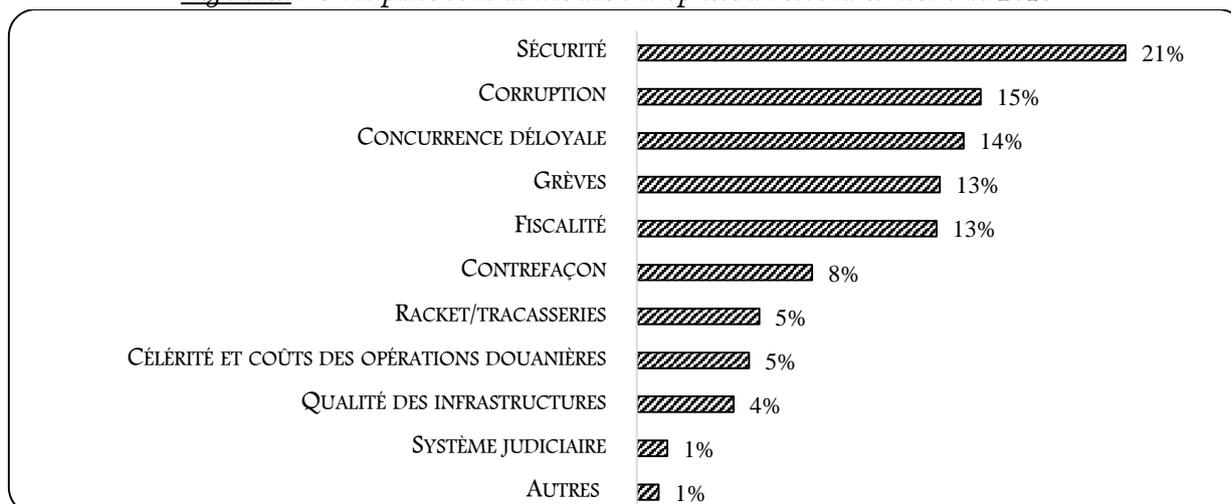
*Figure 48 : Facteurs déterminants pour les plus jeunes entreprises*



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

## V.6.2. Principales contraintes de développement des entreprises

Les principales contraintes de développement des entreprises au cours du second semestre de 2018 ont été le délitement de l'environnement sécuritaire (21% des opinions), la corruption et la fraude (15%), la concurrence déloyale (14 %), les grèves perpétrées par les syndicats de la fonction publique (13 %) et la fiscalité relativement élevée (13%).

*Figure 49 : Principales contraintes des entreprises au second semestre de 2018*

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

### V.6.3 Le Classement Doing Business (DB/2019)

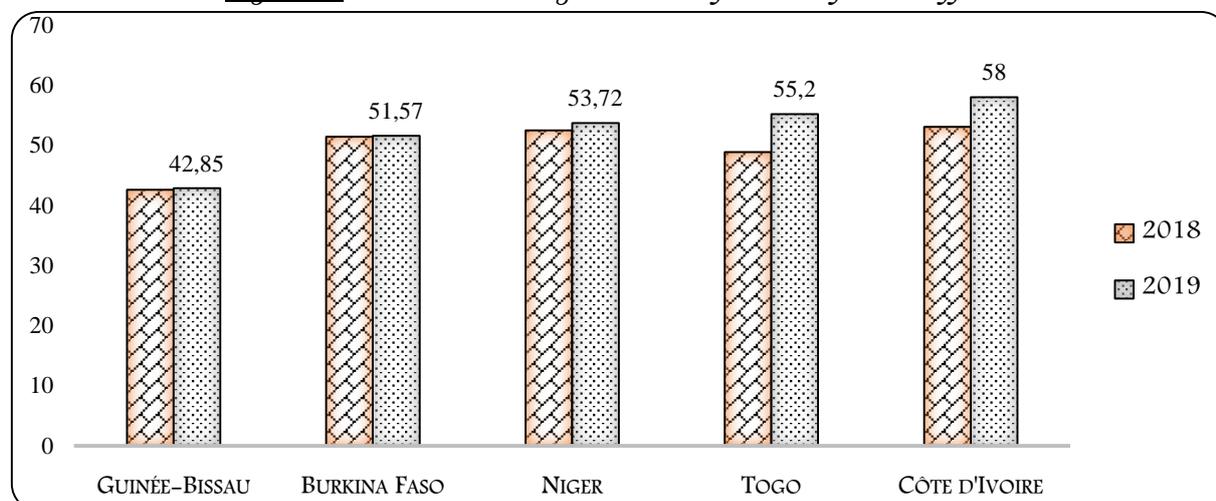
L'édition 2019 du rapport Doing Business, publiée le 31 octobre 2018, pour évaluer la qualité de l'environnement des affaires indique que le record des 290 réformes atteint en 2017 a été battu avec un peu plus de 314 réformes réalisées. Ainsi, selon ce rapport d'étude réalisée dans 190 pays, il ressort au niveau mondial, comparativement aux années antérieures, une amélioration nette dans le processus de création d'entreprise, d'obtention de permis de construire, de bénéficier d'un crédit ou de ligne d'électricité. Il ressort également du rapport que les acteurs économiques peuvent réaliser plus facilement les échanges internationaux sans « grande » entrave aux frontières. Il est devenu relativement plus facile pour eux de régler les litiges commerciaux.

Pourtant, de façon individuelle, sur les dix (10) critères retenus pour l'évaluation du Doing Business, la réforme majeure opérée au Burkina Faso selon le rapport demeure l'adoption de la loi<sup>5</sup> portant sur la médiation en matière civile et commerciale. Cette loi permettrait d'accentuer l'exécution des contrats commerciaux pour venir à bout des différends commerciaux. C'est ainsi que dans le classement mondial, le pays occupe la 151<sup>ème</sup> place, perdant par-là trois (03) et cinq (05) places respectivement par rapport à d'édition 2018 et celle de 2017. Le classement du Burkina Faso reste de loin derrière certains pays africains comme l'Ile Maurice (20<sup>ème</sup> place mondiale), le Rwanda (29<sup>ème</sup> place mondiale) ou le Maroc (60<sup>ème</sup> place mondiale).

<sup>5</sup> Il s'agit de la loi n°047-2017/AN du 14 Novembre

Pour ce qui est de la zone UEMOA, le Burkina Faso bien qu'ayant progressé en score (passant de 51,45 en 2018 à 51,57 en 2019) est classé à la 6<sup>ème</sup> place devant seulement le Bénin et la Guinée-Bissau.

*Figure 50: L'indicateur Doing Business de facilité de faire les affaires*



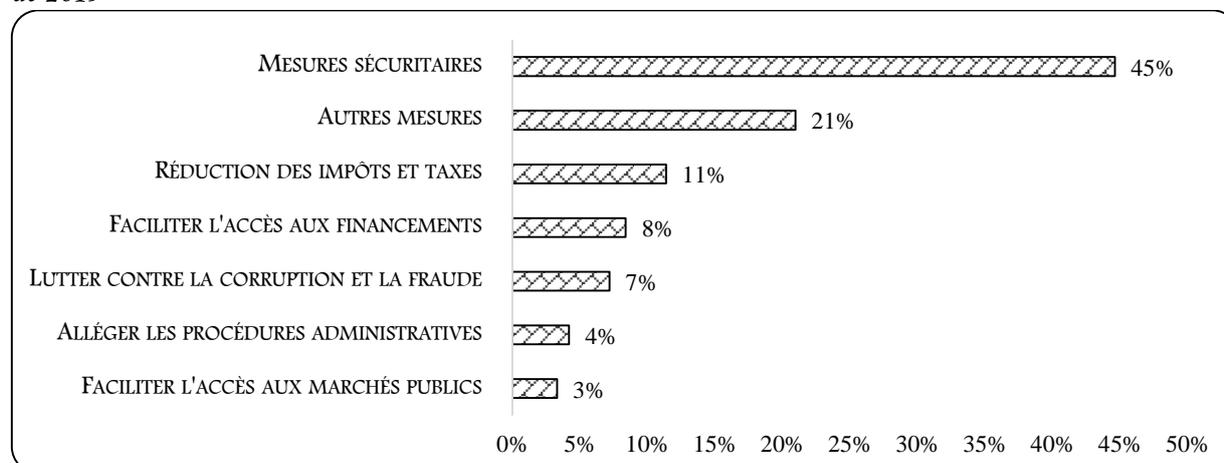
Source : Construit à partir des données de la Banque mondiale sur le Doing Business, édition 2019

## VI. MESURES ET RECOMMANDATIONS

### VI. 1 Mesures d'urgences à l'endroit du gouvernement

Les chefs d'entreprises ont souhaité que le gouvernement prenne des mesures urgentes pour favoriser non seulement leurs propres activités mais aussi celles de leurs secteurs. Ainsi, 45% d'entre eux souhaitent en urgence que le gouvernement prenne des mesures sécuritaires pour relancer les activités économiques. Aussi, souhaitent-ils la prise de mesures de facilitation des achats locaux des industries minières et l'amélioration du pouvoir d'achat.

*Figure 51: Mesures urgentes à prendre par le gouvernement pour faciliter les activités durant le 1er semestre de 2019*



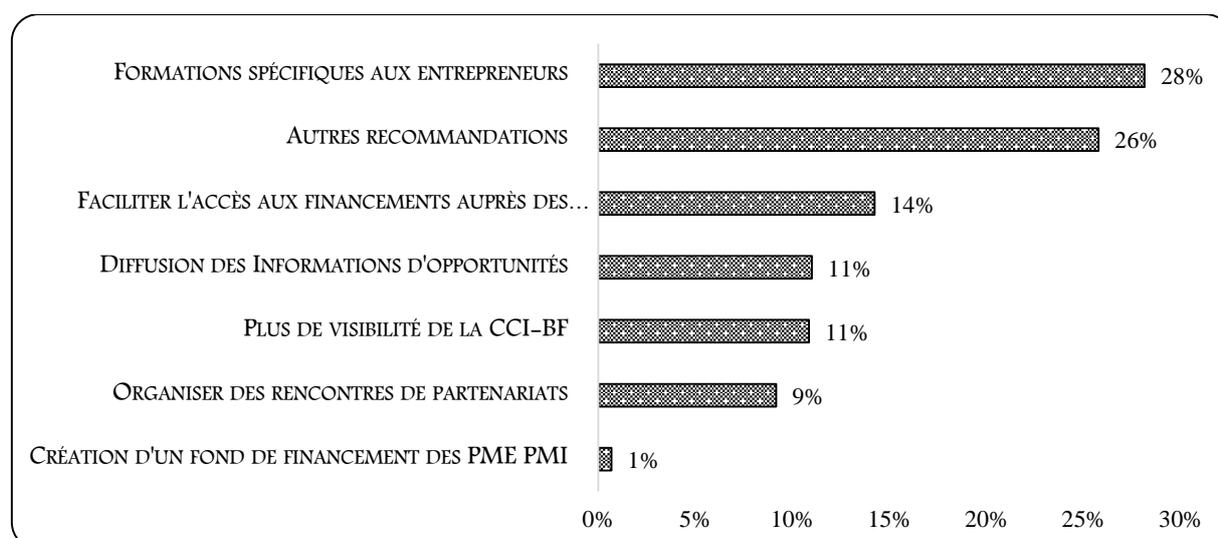
Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

## VI.2 Recommandations à l'endroit de la CCI-BF

Les responsables d'entreprises ont également formulé des recommandations à l'endroit de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso. Il s'agit entre autres de :

- Accompagner par des formations techniques appropriées dans leur domaine d'activité (28%) ;
- Faciliter l'accès aux financements (14%) ;
- Rendre plus visibles les actions de la CCI-BF (11%) ;
- Diffuser des informations sur les opportunités d'affaires (11%) ;
- Organiser des rencontres de partenariats (9%) ;
- Créer un fond de financement adapté aux PME/PMI (1%) ;

*Figure 52: Recommandations à l'endroit de la CCI-BF pour mieux accompagner le secteur privé et les PME au cours du 1er semestre 2019*



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

## VI.3 Recommandations de manière générale

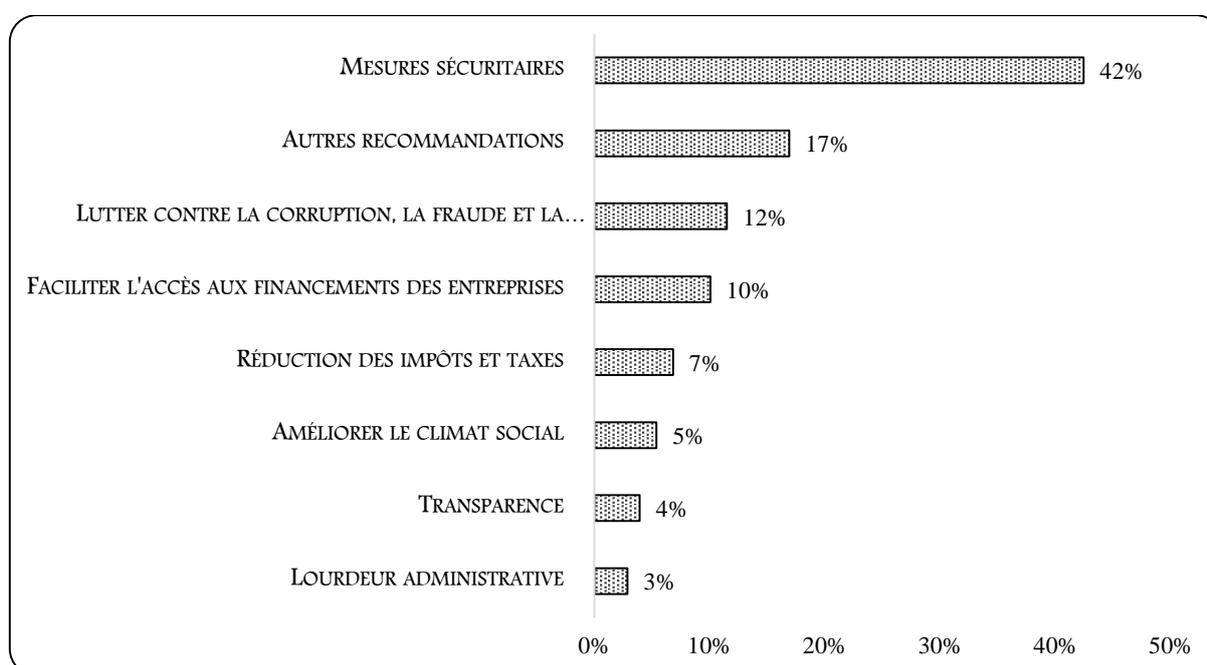
De manière générale, les opérateurs économiques ont formulé des recommandations en vue d'améliorer le climat des affaires au Burkina Faso. Ils suggèrent principalement que des mesures sécuritaires soient prises (42%). Ils recommandent aussi de :

- Lutter contre la corruption, la fraude et la contrefaçon (12%);

- Faciliter l'accès aux financements des entreprises (10%) ;
- Réduire les impôts et taxes (7%) ;
- Améliorer le climat social (5%) ;
- Favoriser la transparence (4%) ;
- Réduire les lourdeurs administratives (3%) ;

En sus, d'autres recommandations (17%) ont été formulées comme : lutter contre l'incivisme, organiser des fora des jeunes entrepreneurs, protéger les entreprises, etc.

*Figure 53: Recommandations générales visant à améliorer globalement le climat des affaires au Burkina Faso*



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2019/ Notre construction

## CONCLUSION

L'analyse de la perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises fait ressortir les faits saillants suivants :

- Un climat social acceptable (57% des opinions) et une dégradation de la conjoncture économique (58%) tout au long du second semestre 2018 ;
- Un climat social acceptable (58% des avis) et une situation économique peu prometteuse (50% des opinions) pour le premier semestre 2019.

Dans le but d'améliorer ce climat des affaires peu propice, les chefs d'entreprises ont formulé des recommandations.

En ce qui concerne l'Etat, la prise d'une mesure urgente principalement sécuritaire ; la réduction des impôts et taxes et la lutte contre la corruption, la fraude et la contrefaçon.

En ce qui concerne la Chambre de commerce et d'industrie, l'organisation des formations spécifiques suivant les secteurs d'activités, la mise en place d'un fond de financement des PME/PMI, la diffusion d'information sur les opportunités d'affaires et l'organisation des rencontres de partenariats.

Au regard de tout ce qui précède, une attention particulière devrait être accordée aux aspects sécuritaires. En conséquence, une étude, visant à analyser les effets de l'insécurité sur l'activité économique, peut être envisagée. Celle-ci devrait déboucher sur des propositions aussi bien à l'endroit du gouvernement que de la CCI-BF.